suite à son expulsion du groupe « Octobre » et à l'accusation de formalisme lancée contre lui. Il n'aurait retrouvé sa vision « globale » qu'en participant à l'illustration du site du Belomorkanal, ce qui lui aurait permis de regagner sa place au sein du collectif. Malgré leurs orientations esthétiques différentes, tous deux auraient manifesté avant tout la même exigence éthique, impérative dans la Russie des XIXe et XXe siècles : que l'art soit appliqué et socialement utile, et que, dans la tradition de Belinskij, l'artiste accomplisse sa vocation, de sorte que sa vie et son œuvre atteignent à l'unité. Dans cette optique, les différences entre la Russie d'avant et d'après la révolution consisteraient surtout en ce que le projet de remaniement social est toujours resté flou dans la Russie prérévolutionnaire, alors que les artistes soviétiques durent se conformer à une vision de la société bien définie et imposée par le parti communiste au pouvoir : d'où la rapidité de la conversion de Rodčenko par rapport aux longues errances de Repin.

1 – L'article d'Irina Paperno, « Sovetskij opyt, avtobiografičeskoe pis´mo i istoričeskoe soznanie : Ginzburg, Gercen, Gegel´ », *Novoe literaturnoe obozrenie*, 68, 2004, est paru à peu près en même temps que le présent recueil d'articles.

2 – On trouve un aperçu sur cette dernière phase des « pratiques autobiographiques » en Russie dans Irina Paperno, « Personal Accounts of the Soviet Experience », *Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History*, 3 (4), Fall 2002, p. 577-610.

Malte Griesse

PÉRIODE SOVIÉTIQUE ET POSTSOVIÉTIQUE

Sheila FITZPATRICK
Tear off the Masks!
Identity and Imposture in the Twentieth-Century Russia
Princeton, Oxford : Princeton University Press, 2005, 332 p.

Cet ouvrage de Sheila Fitzpatrick est constitué pour l'essentiel de textes déjà publiés, traitant de questions d'identité sociale et de genre, auxquels s'ajoutent quelques inédits. Mais, loin d'apparaître comme un simple recueil, il offre une vision générale et synthétique de la contribution majeure de cette chercheuse à l'historiographie russe et soviétique. Il permet aussi d'observer la cohérence d'une pensée et l'évolution d'une démarche qui ont profondément marqué et renouvelé le regard que nous portons sur l'histoire soviétique. S. Fitzpatrick a en effet développé, depuis son article fameux sur « classe et *soslovie* » jusqu'à son traitement de l'identité en termes d'assignation ou sa perception de la place de la dénonciation, une approche très nouvelle d'une société en profonde transformation.

Son point de départ est l'observation de l'usage du concept de classe dans les formes d'identification soviétiques, ainsi que sa relation avec la notion socio-juridique russe de *soslovie*. Cette thématique est traitée dans trois chapitres issus d'articles fondamentaux : « The Bolshevik Invention of Class », « Class Identities

in NEP Society », « Class and *Soslovie* ». L'historienne s'intéresse ensuite aux marques identitaires de catégories sociales construites par l'État et imposées par le biais d'un discours fort, mais changeant. L'usage politique des identités ainsi assignées est ensuite largement discuté, tant à travers le discours de stigmatisation que dans les pratiques de privation de droits civiques, puis par la lecture et la justification qu'en font les victimes.

Dans une seconde partie, intitulée « Lives », l'auteur saisit à travers diverses études de cas — « Lives under Fire », « The two Faces of Anastasia », « Story of a Peasant Striver », et « Women's Lives » — les interactions qui surgissent, dans un contexte fluctuant, entre les formes d'assignation précédemment décrites.

La question de l'identité renvoie également aux relations multiples que l'individu, ou le groupe, établit avec d'autres individus ou des représentants de l'État. Les suppliques que les citoyens envoient à divers destinataires fournissent un matériau extrêmement riche (« Supplicants and Citizens »). Les liens de subordination ou de clientélisme, qui ont toujours largement existé en URSS, sont aussi étudiés à partir d'un large éventail de sources, témoignant de ce curieux attachement de l'élite politique aux artistes en particulier, puisque les « patrons » ne reçoivent en échange de leur protection que des formes symboliques de loyauté et de reconnaissance (« Patrons and Clients »).

Les relations, c'est aussi ce qui pousse chacun à dénoncer, sous forme de protestation stigmatisante (« Signals from Below »). Ou ce qui conduit le parti à s'immiscer dans les affaires privées, essentiellement les conflits entre époux ; il faut noter que c'est le plus souvent la femme qui réclame réparation auprès de ces instances (« Wives' Tales »). Dans cette société surveillée où l'identité assignée a une telle importance — d'où, d'ailleurs, des détournements pour avoir accès à des avantages ou pour assurer sa sécurité —, l'imposture se développe tout naturellement (« The World of Ostap Bender », « The Con Man as Jew »). Parler bolchevique, voire plutôt « parler bureaucratique », devient un atout et l'entourloupe, la tromperie deviennent la conséquence la plus visible de l' « extrême bureaucratique », qui conduit à des aventures drôlatiques de quidams adoptant divers visages et se cachant sous de multiples identités. D'où ces personnages qui sont la caricature du monde dans lequel ils vivent, ces Ostap Bender (célèbre héros d'Il´f et Petrov), qui inventent des institutions aux noms soviétiques plus vrais que nature (comme ce CUNTP ou « Aide technique et enseignement approfondis aux accomplissements les plus récents dans le domaine de l'industrie du bâtiment »). L'imposture est d'autant plus facile que Moscou est loin et que l'on peut se jouer des bureaucraties locales pour peu que l'on maîtrise la langue particulière qui se développe à partir des années 1920. Cette langue reflète l'importance des titres, médailles et autres récompenses, ainsi que des institutions dans un monde où le détournement est d'autant plus fréquent que la norme laisse peu de place à un individu qui ne serait pas dûment estampillé. Le dernier chapitre, « The Con Man as Jew », montre aussi comment ces figures peuvent se transformer en caricatures qui relaient l'antisémitisme des années 1950.

Ainsi, Sheila Fitzpatrick alterne développements conceptuels et exemples concrets d'une société complexe et bouleversée, en s'appuyant sur des sources extrêmement variées : textes normatifs, déclarations aux congrès du parti, journaux

intimes ou minutes de procès et d'interrogatoires. Elle démonte les diverses facettes d'une identité multiple et sans cesse reconstruite. Celle qui est assignée par l'État se substitue à une identité biographique, construite autour de la révélation d'un passé plus ou moins retouché, ou au contraire à une identité conférée par l'action, résultant d'une position à un moment donné.

Mais la réflexion de l'auteur ne se limite pas à la question de l'identité. Elle brosse tout le panorama d'une société fondée sur des relations entre individus marquées par le discours politique de l'époque autant que par des formes de sociabilité anciennes, et traversée par de nombreuses tensions et contradictions. Ce regard transversal offre aussi quelques pistes de recherche à peine défrichées, qui appelleraient de nombreux développements. L'histoire même de la transformation des relations ou des pratiques sociales n'apparaît guère, à l'exception de l'analogie établie entre classe et *soslovie*. Dans plusieurs chapitres, la genèse d'une telle histoire est évoquée, mais plus en termes de chronologie que de compréhension du mécanisme. La conclusion de l'ouvrage, qui insiste sur la disparition rapide du « parler bolchevique », montre l'importance des ruptures dans ce processus, mais permet juste d'entrevoir la conséquence de ces bouleversements sur les relations sociales profondes.

Cet ouvrage est donc un livre majeur, œuvre remarquable d'une historienne dont l'originalité, la richesse d'approche, la fécondité ont profondément transformé le regard que l'on peut porter sur une société bouleversée.

Alain Blum

James T. ANDREWS
Science for the Masses
The Bolshevik State, Public Science,
and the Popular Imagination in Soviet Russia, 1917-1934
Austin : Texas A&M University Press, 2003, 234 p.

L'ouvrage de James Andrews repose sur le postulat suivant : l'effort des bolcheviks pour vulgariser la science en Russie après la révolution de 1917 pourrait servir d'exemple type pour comprendre la diffusion de la culture promue par le nouvel État dans les années 1920 et au début des années 1930. L'auteur justifie cet argument en rappelant que les bolcheviks voyaient dans la vulgarisation de la science un élément essentiel de leur projet de révolution culturelle et de transformation de la société russe. Selon Andrews, dans sa tentative pour établir un contact avec les Russes sans instruction ou faiblement instruits, le nouvel État avait intérêt à leur inculquer les aspects pratiques et visionnaires de la recherche dans le domaine scientifique. Rendre la science accessible aux masses devint un élément de ce que l'auteur désigne comme « le grand paradigme de la modernisation » tel qu'il était conçu par les nouveaux dirigeants, à savoir « le passé tsariste vu comme une période arriérée du point de vue scientifique, *vs.* l'avenir socialiste pressenti comme une période radieuse et avancée sur le plan technologique ».

Pour l'auteur, les historiens de la science russe n'auraient pas suffisamment étudié jusqu'ici la résonance culturelle de la science dans la Russie postrévolutionnaire, ni même assez pris en compte l'activité civique des scientifiques russes. Andrews estime qu'il est essentiel de reconstituer les mécanismes complexes de diffusion de la science au sein du peuple dans la Russie postrévolutionnaire, l'étendue des supports écrits mobilisés à cette fin et la manière dont les idées scientifiques se sont propagées au-delà de l'élite cultivée. L'auteur accorde une importance particulière aux composantes techniques les plus utilitaires de la science qui pouvaient frapper l'imagination des Russes de différents milieux, en particulier les ouvriers, les fonctionnaires (de rang inférieur ou intermédiaire) et les spécialistes de diverses branches professionnelles. À ses yeux, comprendre la culture bolchevique à travers le prisme de la vulgarisation scientifique permet d'envisager conjointement de nombreux aspects de ce paradigme : industrie et ville *vs.* campagne arriérée, science *vs.* superstition religieuse, concepts futuristes *vs.* vieux monde étriqué.

Andrews développe sa démonstration en trois parties. Dans la première, il revient sur le niveau de vulgarisation de la science dans la Russie prérévolutionnaire, tout en replaçant celle-ci dans le contexte plus large de la diffusion des idées scientifiques dans l'ensemble des pays européens au XIX^e^ siècle. En ce qui concerne les formes de cette diffusion en Russie, il accorde une place particulière aux journaux et revues des sociétés scientifiques, puis étudie le rôle de ces dernières dans la sphère publique, notamment dans certaines régions.

La deuxième partie analyse les rapports entre l'État, d'une part, et la diffusion d'une culture bolchevique et d'une « science pour le peuple », d'autre part, dans les années 1920, avant le tournant de la révolution culturelle. Il insiste en particulier sur les sommes considérables qui furent allouées par l'État aux sociétés savantes fondées pendant la période tsariste — et ceci dès la fin de l'année 1917, dans un contexte politique et financier pourtant difficile. Le Département scientifique (*Glavnauka*) du commissariat à l'Instruction publique poursuivit cette politique jusqu'à la fin de la NEP, sans peser trop sur les activités de ces sociétés ou maisons d'édition scientifiques subventionnées. Comme dans la première partie, une place importante est accordée aux sociétés savantes de province. Dans le chapitre III, Andrews reconstitue les étapes de la mainmise bureaucratique de l'État sur ces sociétés, qu'il inclut dans le processus plus large de bureaucratisation de la science en URSS durant cette période. Ce faisant, il met en évidence le croisement, à certains moments, des intérêts des représentants de l'administration centrale avec ceux des membres d'une élite intellectuelle locale formée à l'époque tsariste. Il montre aussi les heurts et les tensions qui accompagnèrent le processus de centralisation des sociétés scientifiques qui s'acheva avec la révolution culturelle.

Le chapitre IV explore de manière plus précise les textes de vulgarisation scientifique publiés dans les années 1920 ainsi que les institutions organisant leur production et leur diffusion — le *Gosizdat*, éditions d'État, le Département scientifique du Conseil des commissaires du peuple, le *Gostekizdat*, éditions d'État pour les ouvrages scientifiques et techniques —, mais aussi les relations entre le gouvernement et les maisons d'édition privées. Ce chapitre donne l'impression d'une forte vitalité de l'édition scientifique en URSS dans la première moitié des années 1920.

Les différents types de supports écrits tendaient à présenter les changements liés aux nouvelles technologies mises en œuvre, dans l'industrie en particulier. Technologie rimait avec urbanité. Andrews exploite diverses enquêtes effectuées par un certain nombre de revues techniques et scientifiques auprès de leur lectorat pour mettre en évidence le fort intérêt porté par les citadins à cette forme de littérature.

Les chapitres V et VI explorent les principaux symboles de cette grande entreprise de vulgarisation scientifique, qui tendaient tous à alimenter la représentation d'un monde nouveau reposant sur la science : rationalisation de la production par la technologie, aviation, astronomie, exploration de la nature et de l'espace.

Dans la troisième partie, l'auteur expose la défaite de tous ceux qui s'étaient engagés avec enthousiasme, dans la continuité des vulgarisateurs du XIX^e^ siècle, dans cette grande entreprise de diffusion de la science au sein du peuple jusqu'à la fin de la NEP. La révolution culturelle introduisit un changement radical dans le sens où le régime privilégia dorénavant « les exploits technologiques à visée utilitaire pour l'État soviétique ». À partir du « grand tournant », la technologie fut liée inextricablement au développement de l'économie et à l'expansion industrielle.

Les premières menaces contre les scientifiques qualifiés de « libéraux » se manifestèrent en 1928. Andrews prend soin d'en préciser les formes d'expression. Il étudie d'abord les attaques qui furent portées contre l'Institut Timirjazev de Moscou, centre de vulgarisation du matérialisme dialectique, qui contribuait à former des activistes du parti dans le domaine scientifique et technique. Il expose ensuite comment les comités de rédaction de certaines revues furent infiltrés par des marxistes, et l'activité de certaines sociétés scientifiques amateurs remise en cause. Il analyse enfin les changements introduits, pendant la révolution culturelle, dans le contenu des ouvrages et des revues scientifiques et techniques. Sur la base d'articles dépouillés et de documents iconographiques, il montre que les applications pratiques d'une science devaient avant tout être présentées en articulation avec le matérialisme dialectique. De même, les innovations techniques devaient être exposées en lien avec leur utilité immédiate. La science ne pouvait être pensée sans application pratique. Enfin, plus aucune référence n'était faite à la science ni à la technologie occidentales.

Dans les deux derniers chapitres, Andrews étudie plus précisément le rôle de certaines institutions clés dans ce recul radical de la vulgarisation scientifique pendant la révolution culturelle. Le VARNITSO, Société des travailleurs de la science et de la technologie pour la promotion de la construction du socialisme en URSS, qui regroupait des pédagogues bolcheviks, concentra ses attaques sur les principales institutions présentes dans les villes. Elle s'efforça en particulier d'imposer les nouveaux objectifs de vulgarisation scientifique et technique aux sociétés scientifiques qui avaient été fondées avant 1917. De son côté, le *Glavnauka* lança l'offensive contre les sociétés savantes de province. Enfin, les sociétés chargées de la promotion de la technologie eurent pour objectif de vulgariser les connaissances techniques en vue de leur application pratique dans les usines. L'une d'elles, *TehMass*, s'illustra tout particulièrement. Créée en 1928, elle regroupait des volontaires communistes chargés de promouvoir l'éducation des ouvriers afin de faciliter leur intégration dans l'environnement de l'usine. Poursuivant son activité sous le nom de ZOT (Société pour la maîtrise de la technologie) à partir de

1932, elle remplit une autre fonction : diffuser la propagande d'une Union soviétique avancée sur le plan technologique.

L'un des intérêts de l'ouvrage réside dans l'analyse que fait l'auteur de l'évolution de l'attitude des bolcheviks, entre 1917 et 1934, face aux sociétés scientifiques créées pendant la période tsariste, en particulier dans les régions où, faut-il le rappeler, elles étaient nombreuses. Même si ce travail ne porte principalement que sur les sociétés liées aux sciences de la nature, cet apport est novateur. Un autre point fort consiste en ce que l'auteur montre, à l'instar d'autres travaux récents d'historiens, qu'au début des années 1920 la vision de la culture et les objectifs des bolcheviks dans ce domaine convergeaient avec ceux des intellectuels russes formés pendant la période prérévolutionnaire, qui, dans l'esprit des Lumières, étaient attachés à une large diffusion des connaissances scientifiques dans le peuple afin de l'éduquer. Ainsi s'explique le fait que l'activité des sociétés scientifiques ait pu se développer avec une relative autonomie jusqu'à la fin de la NEP. Les tensions naquirent quand les dirigeants bolcheviks modifièrent la définition du champ de la science à la fin des années 1920 et privilégièrent le savoir technologique avec une application pratique.

Enfin, un autre mérite de l'ouvrage est de montrer concrètement comment une culture technique et scientifique a pu se diffuser largement en URSS, avec ses propres formes, mais aussi quel attachement solide à cette culture a pu s'ancrer dans les représentations collectives des Soviétiques.

Martine Mespoulet

Dietmar NEUTATZ
Die Moskauer Metro
Von den ersten Plänen
bis zur Großbaustelle des Stalinismus (1897-1935)
Cologne : Böhlau, 2001, xvi-678 p.
(Beiträge zur Geschichte Osteuropas, 33)

L'histoire ouvrière de la Russie prérévolutionnaire et de l'URSS ne se porte pas bien. On peut se demander si elle n'est pas victime du succès qu'elle a connu dans les années 1970 et 1980. À bien des égards, elle se focalisait alors sur une classe que nombre d'historiens voyaient comme révolutionnaire avant les bouleversements de 1917 et sur ce que cette classe était devenue dans la société soviétique. Il s'agissait d'étudier une catégorie sociale qui n'a pas confirmé l'espoir qu'elle deviendrait le moteur d'une société égalitaire et autogestionnaire. Ces travaux n'étaient pas nécessairement fondés sur des présupposés marxistes, mais les auteurs partageaient la conviction que la stratification sociale et les conflits qui s'ensuivent sont des données fondamentales et que les masses radicales sont à même d'influencer notablement le cours de l'histoire.

Les historiens de la période soviétique s'intéressent peu désormais à la révolution et n'attendent plus grand-chose des masses. La division de la société en élites et

couches populaires ne suscite plus l'intérêt. Adieu les discussions stériles des années 1960, où les soviétologues cherchaient à déterminer si l'URSS était devenue, ou non, une société de classes. De nos jours, les chercheurs n'oublient pas les tensions entre privilégiés et laissés-pour-compte, mais c'est avant tout au sein du monde rural qu'ils les analysent. Dans d'autres sphères, ils hésitent à leur attribuer un rôle décisif dans la formation d'espaces sociaux et de modèles culturels. Il y a cependant des paradigmes des années 1960 qui connaissent une seconde jeunesse. L'un d'entre eux est l'adaptation irrésistible des individus au régime soviétique, que les antagonismes entre groupes n'entament guère. Mais c'est plutôt l'assimilation des normes soviétiques que l'on étudie actuellement, en s'éloignant de l'hypothèse que les milieux populaires sont capables de produire leurs propres valeurs.

L'ouvrage de Dietmar Neutatz est aujourd'hui l'une des rares publications dans laquelle les ouvriers soviétiques occupent une place éminente. Cette monographie s'inscrit dans les nouvelles tendances de l'historiographie. Elle décrit la construction du métro de Moscou — réalisation éminemment soviétique —, qui est l'un des laboratoires les plus intéressants pour observer les travailleurs soviétiques des années 1930. Il s'agit de la première histoire des efforts pour réaliser l'un des fleurons de la future capitale du prolétariat international — ou de ce qui était censé le devenir. Le récit s'arrête en 1935, à l'ouverture de la première ligne. C'est bien l'époque héroïque du grand projet et son univers social qui sont au centre du travail.

Neutatz fait plus qu'étudier les ouvriers, il remonte aux origines du projet de doter Moscou de transports souterrains. On a tendance à attribuer le dessein du métro au régime soviétique. Or la première initiative date de 1897. Deux plans étaient en compétition en 1902, mais la municipalité était d'avis que le réseau de tramways existant satisfaisait les besoins. À la veille de la Première Guerre mondiale, l'accroissement de la population et du nombre des passagers remit l'idée du métro à l'ordre du jour. Rien ne montre mieux la continuité entre les projets d'avant-guerre et ceux élaborés à partir des années 1920 que les tracés où sont reprises les lignes prévues avant 1917. Un nombre important des ingénieurs requis pour les travaux avaient été formés sous l'Ancien Régime et à l'étranger. Certains d'entre eux avaient participé à la construction du métro à Berlin ou à Paris. D'autres, accusés de sabotage, se trouvaient en prison en 1931 quand le *Politbjuro* ordonna la construction de l'ouvrage.

Les travaux commencèrent la même année, mais ce n'est qu'en 1933 que la direction du parti accepta le projet technologique définitif pour les différentes tranches. Il fallut alors modifier la profondeur de plusieurs tunnels. Les difficultés étaient aggravées par des inondations souterraines et des conditions géologiques inattendues.

Neutatz retrace fidèlement ces péripéties. Il décrit la lutte acharnée qu'ouvriers et ingénieurs devaient livrer pour s'acquitter de leur tâche. Leurs exploits frôlaient souvent les limites des capacités humaines. Si l'enthousiasme bolchevik joua un certain rôle, d'autres facteurs furent tout aussi importants. L'auteur souligne le dynamisme que quelques travailleurs de choc pouvaient générer dans les brigades, ainsi que l'atmosphère spécifique du chantier, l'ambiance d'état de guerre virtuel que le rythme effréné de la construction suscitait. Le parti avait fixé des délais très

courts. Or l'équipement laissait à désirer : si les machines ultramodernes mises en œuvre étaient efficaces, c'est en maniant la pioche et la pelle que le gros du travail fut accompli.

Ces conditions expliquent le pourcentage élevé de départs volontaires. La pauvreté des baraques où les ouvriers étaient logés contribuait à maintenir le nombre de démissions à un niveau qui, néanmoins, ne dépassait guère la moyenne dans le bâtiment. Les membres du *Komsomol* et du parti étaient tout aussi prêts à abandonner le chantier que le reste de la main-d'œuvre. Alors que le projet était patronné par cette organisation de la jeunesse, ses membres rechignaient à se faire embaucher et constituaient une minorité du personnel.

Neutatz brosse un portrait nuancé des constructeurs. Il les divise en piliers du régime et en travailleurs moyens, mais évite soigneusement d'appliquer ces catégories d'une manière réductrice. L'auteur n'omet pas de mentionner le faible niveau de discipline des ouvriers. Il considère qu'il fallait dans une certaine mesure le tolérer en tant que soupape de sécurité permettant de canaliser le mécontentement, ce qui contribuait ainsi à la stabilisation du régime. Neutatz s'intéresse avant tout à ce qui intégrait les masses dans le système, si bien qu'il ne s'attarde pas sur les travailleurs que l'État-parti ne réussissait pas à intégrer.

La direction du parti de la capitale fit tout pour stimuler l'équipe de construction et tenta d'améliorer les conditions de vie et de travail. Les chefs du parti ne prenaient la pelle que devant les caméras mais ils étaient littéralement à pied d'œuvre, visitaient le chantier tous les jours et tentaient de résoudre nombre de problèmes. Lazar´ Kaganovič, qui avait été à la tête de l'organisation de Moscou, continua de s'occuper de tous les détails même quand il fut muté à un autre poste. On le voyait souvent descendre dans les puits. La présence quotidienne des dirigeants n'était sans doute pas sans influence sur les fonctionnaires du parti qui devaient contrôler l'exécution des plans, ainsi que sur les autres cadres, bolcheviks ou non. Parmi les ingénieurs, certains n'étaient pas des inconditionnels du régime mais leur réserves par rapport à l'État-parti n'empêchaient pas un engagement sincère dans le projet.

Neutatz indique que le métro était un chantier privilégié qui n'avait pas d'équivalent dans le pays. Bien que l'approvisionnement en matériaux et en machines ait pu s'interrompre de temps à autre, et malgré mille problèmes qui restaient insolubles dans toute l'industrie, les autorités étaient incomparablement plus attentives aux besoins de cette construction pilote qu'à ceux d'autres entreprises. D'où le fait que l'encadrement des ouvriers y était certainement plus efficace et leur adaptation au système sans doute plus réussie qu'ailleurs. Là, le régime pouvait faire la démonstration de ses capacités à mobiliser, à contrôler et à motiver les citoyens pour accomplir une tâche extraordinaire. Cependant, il fallait pour cela créer des conditions très favorables, ce que l'État-parti n'était pas à même de faire dans le reste de l'URSS.

La construction du métro s'approcha peut-être de l'idéal que les bolcheviks voulaient réaliser. Elle n'en montre pas moins l'écart qui subsistait entre leurs idéaux et le quotidien.

Gábor T. Rittersporn

Dorena CAROLI
L'enfance abandonnée et délinquante dans la Russie soviétique, 1917-1937
Préface de Jutta Scherrer
Paris : L'Harmattan, 2004, 366 p.

L'ouvrage de Dorena Caroli convainc le lecteur que le soin apporté aux enfants abandonnés et aux jeunes délinquants est un indicateur caractéristique du fonctionnement de la société soviétique et postsoviétique. Car il n'est sans doute pas exagéré de dire que la *besprizornost´* est l'une des constantes de celle-ci. L'analyse se limite à l'époque postrévolutionnaire et aux années 1930 ; cependant, il est évident que l'auteur connaît bien ses prolongements dans l'après-guerre ainsi que les questions qui perdurent aujourd'hui et que les enjeux de ses recherches s'inscrivent dans la longue durée.

Les ravages de la Première Guerre mondiale, de la révolution et de la guerre civile, et les masses d'enfants qu'elles ont privés de parents et de foyer ne sont sans doute pas imputables uniquement à la politique des bolcheviks. Mais ceux-ci furent incapables de faire face aux problèmes que posait l'enfance abandonnée et d'y apporter des solutions. Ils ont surtout été responsables des difficultés croissantes du pays, qui faisaient de jeunes de plus en plus nombreux des réfugiés dans leur propre patrie.

La catastrophe de la collectivisation et les centaines de milliers d'enfants qu'elle ajouta à ceux qui avaient été laissés à l'abandon eurent pour cause l'obsession des bolcheviks de réaliser leur projet coûte que coûte. L'exode continu des enfants vers les villes, les jeunes citadins qui erraient dans les rues tout au long des années 1930 furent les conséquences prévisibles de l'appauvrissement dramatique des campagnes, du parti pris d'ignorer les laissés-pour-compte de l'industrialisation, et du manque d'empressement du régime à développer une protection sociale.

D. Caroli décrit les efforts postrévolutionnaires pour créer des institutions viables afin de s'occuper des orphelins. L'auteur ne néglige pas les difficultés à mobiliser des ressources, mais elle n'oublie pas que l'État soviétique se chargea de moins en moins du budget des établissements d'accueil. Les autorités locales devaient assumer le gros de la charge, tout en n'en ayant pas les moyens. Le financement alloué par l'État pour protéger les enfants de la rue fut insuffisant tout au long des années 1920 et la situation ne s'améliora guère dans la décennie suivante.

Pourtant, les débuts avaient été plutôt prometteurs. Au cours des premières années du nouveau régime, les institutions chargées des mineurs ne manquèrent pas d'initiatives. Il est intéressant de constater qu'elles reprirent certains éléments du traitement de la délinquance juvénile par l'Ancien Régime. Il s'agissait de mettre sur pied une juridiction spécifique pour les mineurs, mais la législation était tâtonnante et son application laissa à désirer. Il faut dire que les tribunaux n'étaient pas les seuls organes désignés pour prendre en charge le sort de ces jeunes. Des commissions locales devaient examiner les cas d'enfants malfaiteurs et décider s'ils devaient, ou non, être déférés à la justice.

Les responsables de ces commissions et des orphelinats ne furent pas insensibles aux théories qu'une multitude d'éducateurs, médecins et psychologues élaboraient sur l'enfance et la délinquance juvénile. Certains travaux reprirent des études médico-pédagogiques russes du début du siècle, alors que d'autres s'inspirèrent de l'hypothèse de la déviance morale, dont les origines remontent à la même période. La curiosité à l'égard des études occidentales motiva également les chercheurs soviétiques. L'éventail de ces recherches allait des tentatives pour explorer les causes biologiques de la criminalité de l'enfant et de la prise en charge médicale des mineurs et des orphelins à l'étude des racines sociales des troubles juvéniles. L'État souhaitait cependant que les experts mettent l'accent sur la responsabilité individuelle des jeunes quant à tous leurs actes, y compris ceux commis en situation de détresse.

L'éducation par le travail occupa une large place parmi les méthodes que les experts préconisaient, mais il ne fut pas facile de la mettre en œuvre dans des orphelinats mal équipés. Quelques colonies modèles parvinrent à organiser une forme de travail utile pour les jeunes délinquants. Il est d'ailleurs révélateur que les expériences les plus réussies aient été patronnées par la police. Les autres aboutirent pour la plupart à une sorte de formation professionnelle qui ne méritait guère ce nom.

Plus l'enfance abandonnée posa de problèmes, plus le régime fut tenté de renoncer à l'expérimentation — et plus il opta pour des solutions expéditives. Les discussions théoriques cessèrent dans les années 1930 et les commissions chargées des affaires des mineurs finirent par être démantelées. L'État institua la responsabilité criminelle des enfants et se contenta de prendre des demi-mesures, que les autorités locales n'étaient pas à même de financer.

Le travail de Dorena Caroli est le seul à établir un bilan des tentatives soviétiques, dans les années 1920 et 1930, pour créer des administrations et des organismes de protection des mineurs en danger. Il s'agit, dans une large mesure, d'une histoire des institutions. Elle restait à écrire et n'était pas facile à élaborer. L'auteur a dû compulser une littérature abondante sur divers aspects de la problématique et surtout retrouver un nombre impressionnant de publications soviétiques qui n'avaient pas été explorées par le passé ; de même il lui a fallu prospecter dans les archives et passer en revue une vaste documentation. Espérons que cet ouvrage n'échappera pas à l'attention des chercheurs qui travaillent sur l'enfance en Russie, sur la politique soviétique dans le domaine de la délinquance juvénile et de la justice pénale en général, sur la criminalité des jeunes, sur l'histoire sociale de l'URSS et sur les cataclysmes du XX^e^ siècle.

Gábor T. Rittersporn

Alter L. LITVIN, John L. H. KEEP
Stalinism: Russian and Western Views at the Turn of the Millenium
Londres, New York : Routledge, 2005, xi + 248 p.

Alter Litvin, professeur à l'université de Kazan, et John Keep, ancien professeur à l'université de Toronto et auteur d'ouvrages remarqués sur la révolution russe, ont

eu l'excellente idée de faire le point sur les innombrables publications parues sur la période stalinienne, tant en russe qu'en anglais, en allemand ou en français, depuis l'ouverture des archives de l'ex-URSS.

L'objectif clairement fixé dès l'introduction de cet ouvrage — aider les étudiants en histoire soviétique à s'y retrouver dans cette masse de nouveautés — n'est cependant que partiellement réalisé. En effet, la « division du travail » adoptée par les auteurs (à Alter Litvin l'analyse des travaux en russe, à John Keep celle des travaux en langues occidentales) n'est guère satisfaisante. Non seulement elle est source de redites, mais en outre, au lieu de montrer sur quels terrains les historiens russes et occidentaux sont engagés dans un véritable dialogue, elle aboutit à une simple juxtaposition de travaux, sans aucune analyse des influences ou des fécondations réciproques.

Beaucoup plus courte, la première partie signée par Alter Litvin est aussi la plus faible et ne rend guère compte des nombreux débats historiographiques qui agitent le milieu des historiens russes. Ne serait-ce qu'avec leurs collègues ukrainiens, à propos des spécificités de la famine de 1932-1933 (un génocide du peuple ukrainien, pour l'immense majorité des historiens ukrainiens, alors que les historiens russes insistent, au contraire, sur le fait que la famine a aussi touché de très nombreux Russes, Cosaques, Kazakhs…). Les débats entre historiens russes proches du courant révisionniste américain et ceux plutôt portés sur l'approche totalitariste sont aussi passés sous silence. Deux des quatre chapitres de la première partie sont entièrement consacrés aux innombrables biographies de Staline parues en russe, ainsi qu'au « rôle de Staline comme leader ». Dans ces chapitres, Alter Litvin met sur le même plan des travaux de nature très différente, comme les ouvrages très solidement documentés et unanimement reconnus tant en Russie qu'en Occident signés d'Oleg Khlevniuk, et les travaux de vulgarisation, à connotation sensationnaliste, de V. Rogovin. Le chapitre sur la Terreur de la fin des années 1930 est à la fois superficiel au regard des recherches très pointues menées par exemple par les historiens de l'association Memorial (notamment A. Roginskij, N. Petrov, N. Ohotin), à peine cités, et entaché de nombreuses erreurs factuelles (cf. p. 62, les données sur les répressions consécutives aux opérations terroristes secrètes de juillet-août 1937).

À l'inverse, la seconde partie signée par John Keep tient toutes ses promesses et rend parfaitement compte du renouvellement des thématiques et des approches conceptuelles des historiens occidentaux — ou plus exactement d'une grande partie d'entre eux ; il est en effet dommage que les historiens italiens (dont certains, comme Andrea Graziosi, ont apporté une contribution essentielle aux recherches des dernières années) soient exclus du tableau.

Le premier chapitre de Keep (« Vieilles controverses, nouvelles approches ») montre très bien pourquoi les querelles des années 1980 entre « révisionnistes » et « totalitaristes » sont aujourd'hui largement dépassées. Keep analyse non sans quelque scepticisme l'émergence d'une école « postmoderne », fondée pour une grande part sur les travaux de Michel Foucault. À juste titre, il critique une certaine histoire très sophistiquée qui tente de percer la constitution du « sujet soviétique » à partir de sources trop sélectives et trop éparses, telles que les journaux intimes. Pour Keep, citant l'historien russe Nikolaj Lomagin, « le concept de totalitarisme reste

objectivement indispensable pour mieux comprendre l'essence même du régime qui a été établi en URSS » (p. 97). Pour autant, Keep n'en reste pas moins extrêmement attentif aux développements récents d'une histoire sociale qui, à la différence de celle pratiquée par les « révisionnistes » dans les années 1980, non seulement exploite une masse de sources nouvelles, mais ne « laisse plus l'État en dehors ». Le chapitre consacré aux « aventures de l'histoire sociale » est particulièrement remarquable par son analyse très fine des enjeux de cette histoire sociale profondément renouvelée, tant en ce qui concerne le monde rural (travaux de L.Viola, V. P. Danilov, S. Merl) que le monde ouvrier (travaux de D. Filtzer, S. Kotkin, J. Rossman). Les positions des uns et des autres sur le degré de résistance ou d'adhésion aux valeurs du système sont très bien expliquées.

Bien plus encore que son coauteur, John Keep fait une place importante aux études consacrées à la dimension centrale du stalinisme : la violence d'État. L'historiographie récente sur cette question est décortiquée, depuis les travaux sur les déportations, le Goulag (il manque ici malheureusement la monumentale *Istorija Stalinskogo Gulaga* en sept volumes parue fin 2004 aux éditions Rosspen, quelques mois seulement avant la parution de l'ouvrage de Litvin & Keep), jusqu'aux études les plus récentes sur la Grande Terreur. Sur cette dernière question, Keep souligne, à juste titre, la faiblesse des positions de John Arch Getty, qui « persiste à voir des pressions venues d'en bas » dans ce qui apparaît clairement, ainsi que l'a fortement démontré, parmi d'autres, Oleg Khlevniuk, comme un crime de masse planifié par Stalin et mis en œuvre par l'appareil du NKVD, dirigé par N. Ežov, les responsables régionaux du parti et de la police politique conservant, naturellement, une marge limitée d'autonomie dans le cadre de ce projet centralisé d'ingénierie sociale qui aboutit à l'extermination de quelque 700 000 à 800 000 personnes en seize mois.

L'émergence de nouveaux champs d'étude, qui apportent des correctifs importants aux postulats « classiques » du totalitarisme, tels que l'atomisation de la société ou l'annihilation de toute résistance sociétale au régime, ne doit pas banaliser la terrible violence du stalinisme, même si l'on sait encore peu de chose sur un sujet capital, celui des participants à cette violence — telle est l'une des conclusions fortes de John Keep, au terme de cet ouvrage certes inégal, mais tout de même très utile pour comprendre la formidable évolution de l'historiographie du stalinisme.

Nicolas Werth

Sarah DAVIES, James HARRIS, eds.
Stalin : A New History
Cambridge : Cambridge University Press, 2005, 308 p.

Cet ouvrage, composé d'un ensemble de chapitres essentiellement thématiques, a pour but de faire le point sur le regard que l'on porte désormais sur Stalin, sur son personnage, son rôle, son action, après plusieurs années d'exploration d'archives nouvelles et de renouvellement de l'historiographie de l'URSS. Il traite tant des

années de formation de Stalin (qui, le rappelle Sarah Davies, a déjà 50 ans en 1929, à l'aube de l'apogée de son pouvoir) que de divers aspects de son implication politique.

Dans un premier chapitre, Alfred J. Rieber revient sur la jeunesse de Stalin, sur les nombreuses déformations apportées à l'histoire de cette période, en particulier par Stalin lui-même, et sur les orientations prises très tôt dans sa manière de gouverner. Puis Jeremy Smith analyse son passage au commissariat aux Nationalités en montrant que celui-ci fut décisif dans son approche future de la question des nationalités, même si Stalin ne participa pas activement à la gestion de cette institution.

James Harris étudie ensuite les archives du Secrétariat général du parti pour les années 1920 et tend à démontrer que le pouvoir acquis par Stalin comme secrétaire général ne consista pas tant à nommer les cadres du parti — ces nominations échappant pour la plupart, vu leur nombre, à un véritable contrôle du Secrétariat ou de Stalin lui-même — qu'à exercer un pouvoir direct sur les responsables locaux en leur transmettant l'information et en répondant à leurs craintes d'être mis en cause et de perdre leur pouvoir. Cette stratégie visant à étouffer toute démocratie interne au parti dans le choix des cadres fut le facteur central qui permit à Stalin d'obtenir leur soutien.

Les articles de J. Arch Getty d'un côté, d'Oleg V. Khlevniuk de l'autre, se penchent sur le pouvoir personnel de Stalin, en analysant son implication dans les prises de décision et le rôle des organes collectifs, le *Politbjuro* en particulier. J. Arch Getty engage une réflexion comparative sur le fonctionnement du *Politbjuro* et celui de cabinets ministériels européens, il montre par ailleurs combien Stalin participait peu aux processus de décision. Ce qui n'aurait, selon lui, aucun lien avec le nombre très faible des réunions du *Politbjuro* durant les années 1930. L'auteur estime que le pouvoir réel n'avait que peu de rapport avec ses formes institutionnelles, l'institution n'étant qu'une coquille renfermant des réseaux personnels d'individus qui, eux, prenaient véritablement les décisions. Cependant, la démonstration de Getty, stimulante, n'en est pas moins limitée dans la mesure où la nature même du pouvoir de Stalin n'est pas bien définie. Le fait qu'il ne s'implique pas dans 90% des décisions du *Politbjuro* n'apporte aucune précision sur la nature de son pouvoir, ni sur la menace constante d'intervention de sa part. De même, il paraît difficile de nier complètement toute influence de l'institution. La contribution de Khlevniuk nuance d'ailleurs celle de Getty : Stalin — arbitre des tensions entre institutions et Stalin — maître de la répression fournissent deux clés pour comprendre en quoi consiste l'exercice de son pouvoir. S'il n'intervient pas dans de multiples cas, il est prêt à le faire à tout moment sur n'importe quel dossier, et son intervention est alors décisive : toute décision stalinienne est empreinte de violence politique. Mais, parallèlement, Khlevniuk tend à démontrer l'existence d'une autonomie bureaucratique conduisant au développement de relations de clientélisme, et ce *a fortiori* à partir de 1950, lorsque Stalin s'écarte de plus en plus du pouvoir.

R. W. Davies restreint la problématique posée par les deux auteurs précédents à la prise de décision dans le domaine de la politique économique, et montre l'extrême intérêt porté par Stalin aux récoltes de grains, au détriment de l'agriculture dans son ensemble et même de l'industrie. Il montre qu'il pouvait manifester une certaine flexibilité, acceptant parfois, en particulier en 1932, de réduire les quantités à réquisitionner auprès des paysans, mais que par ailleurs il ne voyait

jamais les conséquences dramatiques de ses décisions et s'obstinait souvent dans une voie menant au désastre.

Le dernier article de la première partie, dû à A. Rieber, traite de ce même sujet, mais appliqué à la politique extérieure, notamment au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Vient ensuite une deuxième partie consacrée à la dimension idéologique du personnage. Elle est examinée tout d'abord dans deux contributions qui empruntent des voies différentes. D'un côté, Erik van Ree cherche à montrer que les fondements du mode de pensée chez Staline, souvent considéré comme une sorte de russification du marxisme, n'ont rien de réellement hétérodoxe et sont déjà présents chez Marx lui-même ou chez ses émules. De l'autre, David Priestland, dans un chapitre particulièrement intéressant, examine comment Staline agit et pense en alternant une vision scientiste et rationnelle, qui fait référence à des schèmes modernisateurs et technicistes, et une vision qu'il nomme « quasi romantique », privilégiant le volontarisme et l'action — le politique de manière plus générale — face à la technique.

La mobilisation par la propagande est l'une des préoccupations de Staline, ce qui permet de comprendre l'intérêt considérable qu'il porte au cinéma et le soutien qu'il lui prodigue au milieu des années 1930, comme le montre Sarah Davies dans une étude qui analyse les notes de Boris Šumjackij (directeur de *Sojuzkino* entre 1930 et 1937), prises lors de projections privées en présence du *vožd´*.

William Chase examine les procès publics des années 1936-1938 et le rôle qu'y joua Staline personnellement en les présentant comme une réponse aux craintes de la population devant diverses menaces. Ce chapitre ne permet cependant pas de cerner la part de Staline dans l'organisation de ces procès, comme le reconnaît l'auteur. L'histoire de l'élaboration des biographies rédigées du vivant de Staline permet à David Brandenberger de souligner d'une part leur apparition tardive et, d'autre part, le rapport ambigu et changeant de Staline à l'égard du culte de la personnalité — soit deux faits que l'auteur relie, de manière semble-t-il contradictoire.

Enfin Ethan Pollock revient sur les nombreuses interventions de Staline dans le domaine scientifique en abordant deux exemples particulièrement intéressants : la disgrâce du linguiste Marr et l'incapacité de Staline à achever de son vivant la rédaction d'un cours d'économie politique. Ses prises de position dans ce champ sont nombreuses et ont conduit, après guerre, à remettre en valeur une science auparavant désorientée par une idéologie marxiste interprétée au premier degré (comme, par exemple, l'évolution des langues, interprétée par la linguistique au travers de la dimension de classe), mais où l'idéologie reste présente, ou plutôt où l'on continue à établir un lien entre progrès scientifique et idéologie.

Ainsi, ce livre présente l'intérêt de fournir une série de « portraits », de schémas d'action ou de pensée, de montrer un Staline aux multiples facettes. Si tous ces textes s'appuient sur des matériaux d'archives nouveaux, leur juxtaposition ne suffit cependant pas à donner une cohérence générale à l'ouvrage. Et on ne fait qu'approcher les modes d'autorité et de commandement de Staline, ainsi que la mise en relation de son parcours propre avec le contexte social des années de genèse de son pouvoir. Sans doute est-ce la loi du genre, mais on aurait souhaité que les thèmes traités soient davantage élaborés, ce qui aurait sans doute permis d'obtenir

in fine des développements conceptuels plus approfondis. Quoi qu'il en soit, la lecture reste passionnante, suscite maintes interrogations et témoigne du renouvellement profond du regard que l'on porte sur l'homme Stalin.

Alain Blum

G. N. SEVOST´JANOV et al., eds.
« Soveršenno sekretno » : Lubjanka - Stalinu o položenii v strane (1922-1934 gg.)
« Top Secret » : Lubianka to Stalin on the State of the Nation (1922-1934)
Moscou : Institut Rossijskoj Istorii RAN, 2001-[1]

Il est difficile de faire bon usage des recueils de sources. Surtout lorsqu'il s'agit de rapports ultrasecrets de la police politique des bolcheviks. Très souvent, les historiens qui les consultent s'intéressent aux faits que l'on peut récolter de ces documents. En effet, il est tentant de supposer que ce sont les événements les plus importants que l'on communiquait dans le plus grand secret.

Cependant, nombre de collègues émettent à ce sujet des réserves. Ils avancent que les auteurs de ces bulletins procédaient d'une manière fort sélective, de sorte que rien n'est moins sûr que la représentativité des données. Ils concèdent que la vaste quantité d'informations nécessitait une sélection, mais ils pensent que celle-ci avait de fortes chances d'être tendancieuse. De fait, on peut se demander si la police était prête à faire état de problèmes qu'elle ne pouvait résoudre et si elle ne se vantait pas d'exploits inventés. De même, il est fort probable que les cadres du centre qui compilaient les versions finales aient été tentés de les adapter à l'attente des dirigeants. Il est normal que ces derniers aient donné des instructions quant aux questions qui les intéressaient, si bien que les rapports pouvaient porter davantage sur celles-ci et en ignorer d'autres. Il est concevable que, dans les années 1920, certains cadres aient été proches des groupes oppositionnels et que les stratégies politiques des déviationnistes aient pu influencer leur choix des matériaux.

Enfin, la fiabilité de tout ce que les indicateurs relataient est forcément sujette à caution. Comment vérifier l'exactitude de paroles qu'ils prétendaient reproduire mot pour mot et qui sont transcrites sous forme de citations directes ? Comment exclure la possibilité que les mouchards n'aient pas exploité leurs relations privilégiées avec la police pour régler des comptes personnels ? Y a-t-il des garanties qu'ils n'aient pas fabriqué des renseignements quand ils n'avaient rien à rapporter, simplement parce qu'ils se sentaient sous pression pour en livrer ? Du reste, ne peut-on imaginer que les policiers aient imité leur exemple, quelle que soit leur place dans la hiérarchie ?

Il serait naïf de penser que les comptes rendus de la police sur la situation politique reflétaient fidèlement ce qui se passait en URSS. Cela étant dit, on a quelques raisons de se méfier de ce genre de littérature, indépendamment du pays d'origine. C'est une banalité pour l'historien qu'il n'existe pas de source fiable *a priori*. En même temps, il est élémentaire pour lui que l'intérêt de nombre de documents ne

réside pas dans la crédibilité des faits qu'ils relatent. Le ton, le style, la stratégie discursive, le type de données fournies, les catégories dans lesquelles elles sont classées et mille autres choses peuvent se révéler incomparablement plus parlants que le seul contenu d'une source. Rien n'empêche de prêter foi à ce que les documents racontent. Il y a des éléments que l'on peut vérifier. Par exemple, des affaires dont il est fait état à plusieurs endroits sont peut-être plus plausibles qu'un incident isolé. Il y a néanmoins bon nombre de circonstances qui incitent à la prudence.

On ne se débarrasse pas facilement de ces interrogations en feuilletant l'ensemble des rapports que la police politique envoyait aux diverses instances du pays des Soviets. Le fait que les sources proviennent d'archives inaccessibles des organes de la sécurité d'État de la Fédération de Russie ne permet pas de dissiper le doute. Par ailleurs, le titre de la publication, un peu racoleur, ne désigne pas vraiment la nature des matériaux. Il est plus que probable que les rapports parvenaient au cabinet de Staline, mais ils ne lui étaient pas adressés en personne. Il arrivait au début des années 1920 qu'ils soient destinés, entre autres, à Lenin. Il arrivait également qu'on notât sur les bulletins qu'ils devaient être mis à la disposition du Comité central. Nombre de rapports ne portaient aucune adresse. À l'inverse, certains documents énuméraient une centaine de destinataires. Il y était mentionné qu'ils étaient envoyés au secrétariat de Staline et à quelques dirigeants importants, mais la plupart des exemplaires échouaient chez les chefs régionaux de la police politique, qui, en général, étaient autorisés à les communiquer aux dirigeants des provinces, au *Politbjur*o et aux organes suprêmes du gouvernement.

La périodicité, la forme et le volume des comptes rendus ont varié notablement au cours des années. Parfois, l'intervalle entre deux bulletins était de quelques jours, mais le plus souvent ils étaient mensuels et il y eut même une année où il en sortit dix-huit. À certaines époques, ils ne faisaient pas plus de quelques pages et donnaient des informations succinctes sur la situation dans telle ou telle région, sur l'atmosphère dans certains milieux sociaux, comme chez les ouvriers ou les serviteurs du culte, ou sur des problèmes comme le banditisme. À d'autres périodes, le volume des rapports atteignait une centaine de pages dactylographiées, voire davantage. Il n'était pas toujours facile de les consulter car les tables des matières faisaient souvent défaut.

Les sujets que les auteurs passaient en revue allaient de l'état d'esprit de diverses catégories sociales et ethniques jusqu'aux problèmes rencontrés au cours des travaux agricoles, le prélèvement des impôts et les campagnes politiques, comme les élections aux soviets des districts. Les Églises et les sectes, les membres d'anciens partis, les chômeurs, les travailleurs de branches industrielles importantes, comme la métallurgie, ou les cheminots n'étaient pas oubliés. Les bulletins les plus longs étaient habituellement assortis de statistiques sur le chômage, sur les grèves et les émeutes, ainsi que de diagrammes qui visualisaient leurs fluctuations mensuelles. Ils étaient suffisamment détaillés pour faire état de quantité d'événements locaux, rapporter des rumeurs ou des paroles considérées comme séditieuses et même pour reproduire des tracts artisanaux qui circulaient sous le manteau.

On ne saurait insister assez sur les précautions qu'il convient de prendre en travaillant sur cette masse de données. Mais il faut souligner que les rapports sont intéressants même si l'on fait abstraction de ce qu'ils décrivent. Les changements

souvent brusques de forme et de centre d'intérêt doivent attirer l'attention. La manière dont les compilateurs et les commanditaires définissaient les catégories sociales, le type d'événements et leur portée, l'importance qu'ils attribuaient à certaines villes et régions, ou tout simplement leurs priorités sont dignes d'être relevés. L'émergence de certains thèmes, leur disparition puis éventuelle réapparition sont instructives. Il arrive que l'on puisse suivre l'effet de quelque information sur le comportement de diverses administrations et de la police secrète elle-même. Il doit sans doute être possible de perfectionner les méthodes qui permettraient de vérifier l'authenticité ne serait-ce que de certains types de renseignements.

Les introductions aux différents volumes sont bien utiles. Les éditeurs de ces sources sont collaborateurs aux archives où elles sont conservées et de ce fait bien placés pour apporter des précisions sur les tentatives de la police d'améliorer la présentation des bulletins. En outre, seuls les archivistes sont à même de mettre en évidence les particularités archéographiques, qui ont toutes chances d'échapper au lecteur. Les remarques que les éditeurs font au sujet du contexte historique des documents ne convaincront pas nécessairement les historiens. En revanche, ceux-ci apprécieront les index des noms, des localités et des entreprises. Les appendices sur les changements fréquents dans la division administrative du pays sont d'excellents instruments de travail.

Les chercheurs n'apprécieront sûrement pas les tables des matières plus que sommaires énumérant les documents sans indiquer la pagination des débuts de chapitre ou de sous-chapitre. Le lecteur qui tente de se retrouver dans ces matériaux volumineux a toutes les raisons de se demander si les politiciens des années 1920 avaient la patience de parcourir tous ces rapports. De même, l'historien ne peut que regretter qu'il ne soit pas fait mention des années concernées sur la couverture de chaque volume. Il s'agit, certes, de documents confidentiels. Mais faut-il les protéger contre les curieux de nos jours ?

1 – La publication comprendra douze volumes ; sept volumes sont parus pour les années 1922-1929. Éditeurs responsables : Ju. L. D´jakov (vols. 1 et 5), I. M. Nekrasova et B. N. Kazancev (vol. 2), G. D. Alekseeva (vol. 3), A. D. Černev (vol. 4 et 6), A. N. Saharov et Ju. L. D´jakov (vol. 7).

Gábor T. Rittersporn

Istorija stalinskogo GULAGa : konec 1920-h - pervaja polovina 1950-h godov
Sbornik dokumentov v semi tomah
The History of Stalin's GULAG : Late 1920s - Early 1950s
Collected Documents in 7 Volumes
Redakcionnyj sovet izdanija : JU. N. AFANAS´EV… et al.
predsedatel´ : V. P. KOZLOV
Moscou : ROSSPEN, 2004-2005

Le projet d'une *Histoire du Goulag stalinien*, mis en oeuvre par les Archives d'État de la Fédération de Russie (GARF) et la Hoover Institution on War, Revolution and

Peace, a enfin vu le jour après quasiment dix ans de travaux. L'ensemble des six volumes thématiques, auxquels a été adjoint postérieurement un volume d'inventaire des fonds dépouillés, constitue une tentative d'exposition encyclopédique du Goulag de 1930 à 1953. Par « Goulag », les auteurs n'entendent pas seulement l'Administration centrale des camps (GULag), mais aussi l'ensemble de la politique répressive et de ses conséquences sociales et économiques sous Stalin. Cette collection est unique en son genre. Par son ampleur, elle prend naturellement une place centrale dans l'historiographie du Goulag et est appelée à devenir la référence documentaire pour toute étude à venir sur le système carcéral soviétique.

Chaque volume traite d'un aspect particulier du régime pénitentiaire en URSS et est dirigé par des spécialistes différents ; il mérite donc d'être évalué séparément. Avant de passer à l'examen de chacun des tomes, il convient de signaler deux principes que les éditeurs ont adoptés pour l'ensemble de la collection. Si le choix d'écrire l'histoire du Goulag sous Stalin semble de lui-même déterminer les bornes chronologiques de l'entreprise (1930-1953), la plupart des auteurs se sont sentis à l'étroit dans ce cadre et ont introduit des documents qui portent sur la période qui suit la mort de Stalin, voire sur celle qui précède son accession au pouvoir. Car, après tout, s'il s'agit bien de découvrir le Goulag au sens large, pourquoi s'en être tenu aux deux décennies les mieux connues ? Autre choix discutable : les éditeurs ont fortement limité la place des notes explicatives dans chaque volume. Ainsi, les documents administratifs restent opaques, ce qui limite l'impact du projet aux seuls spécialistes. Cela correspond à la tendance générale dans l'édition de documents depuis l'ouverture des archives en Russie, mais on aurait pu espérer qu'une entreprise aussi ambitieuse aurait fait exception.

T. 1 : *Massovye repressii v SSSR* [*Les répressions de masse en URSS*], 2004, 728 p.
Otv. red. : S. V. Mironenko, N. Werth ; otv. sost. : I. A. Zjuzina

Ce volume ouvre brillamment la série. Il couvre toutes les formes de répression de 1930 à 1953 et comporte également un chapitre sur la sortie du stalinisme, de la mort du dictateur au XX^{e} Congrès du parti en 1956. Les auteurs ont découpé chronologiquement l'ouvrage en sept sections, chacune comprenant plusieurs subdivisions qui rassemblent des documents sur une campagne répressive donnée : « passeportisation », déportations des « peuples punis », lutte contre le vol, etc. La première section couvre les années 1930-1932, centrées sur la dékoulakisation ; la seconde aborde la terreur pendant la famine dans les années 1932-1934 ; la troisième est axée sur la période 1933-1936 qui marque une accalmie dans la répression ; la quatrième traite en détail de la Grande Terreur ; la cinquième, des répressions pendant la guerre ; la sixième, de la législation extraordinaire d'après-guerre, dont l'épisode moins connu de l'assaut contre les kolkhoziens « fainéants » en 1948 ; et enfin, la septième et dernière évoque en quelques documents la révision de la politique répressive, depuis la mort de Stalin jusqu'au milieu des années 1950.

Cette organisation des documents autour des campagnes de répression donne à voir le rythme particulier des accès de violence punitive sous Stalin, déjà mis en évidence dans l'historiographie (par exemple par Peter Solomon[1]). Les auteurs

éclairent les phases de reflux qui suivent les paroxysmes répressifs : l'amnistie des victimes et la condamnation des excès commis par polices, tribunaux et pouvoirs locaux faisaient ainsi partie intégrante du processus. Le recul de la répression suite à la famine de 1932-1933 et le « retour à la légalité socialiste » après le summum de la « Grande Terreur » sont des cas bien connus. Le recueil montre un recul comparable lors de la campagne de durcissement de la discipline du travail au début de la guerre. Ainsi, aux condamnations massives des retardataires et des tire-au-flanc (2,5 millions en neuf mois pour la seule loi du 26 juin 1940), des petits vols sur le lieu de travail et des actes bénins de hooliganisme, accompagnées de mesures très coercitives à l'encontre des chefs d'entreprise laxistes et des magistrats libéraux, succède la libération d'une partie d'entre eux, immédiatement après le début de l'attaque allemande. D'autres seront libérés par l'amnistie de 1945.

Dans leur sélection documentaire, les auteurs ont donné la priorité aux directives ministérielles concernant l'application des décisions répressives et aux rapports des exécutants à leurs supérieurs. Beaucoup des documents normatifs les plus célèbres n'ont pas été reproduits : leur contenu est cité pour mémoire en note. C'est le cas par exemple de l'oukase de déportation des Allemands de 1941, des lois sur le vol de 1932 et 1947 ainsi que sur la discipline du travail de 1940-1941. D'autres étaient connus et cités : ils sont néanmoins publiés ici dans leur intégralité.

Les annexes révèlent l'innovation majeure du volume : les auteurs y ont rassemblé la plus importante collection de statistiques pénales sur les répressions staliniennes publiée à ce jour. Ces tableaux ont tous été produits par l'administration soviétique après 1953, au moment où, désirant fixer les nouvelles orientations, les héritiers de Staline ont commandé aux divers départements statistiques de tirer le bilan des années de frénésie pénale. Ce matériau brut réclame un important travail de synthèse et d'interprétation. Le lecteur est en effet plongé au cœur d'une jungle touffue, avec des dizaines de services administratifs, judiciaires et policiers, tous dotés de services statistiques distincts et souvent concurrents : tribunaux (civils réguliers, du transport, militaires, des camps…), troïkas, conférences spéciales, Collège militaire de la Cour suprême. Les chiffres se recoupent et paraissent incompatibles. On est loin de l'image naïve d'un tableau unique des victimes du stalinisme, mais ce chaos administratif en lui-même est une caractéristique de la répression sous Staline.

Nicolas Werth a précédé ce volume clair, didactique même, d'une introduction qui expose les grandes divisions de l'ouvrage. Le texte est tiré du chapitre qu'il avait consacré à l'URSS dans l'ouvrage collectif *Le livre noir du communisme*[2] sous le titre « Un État contre son peuple ». Le lecteur y trouvera d'une part un rappel utile des campagnes répressives et d'autre part une explication lumineuse des phénomènes considérés (voir le passage sur la Grande Terreur par exemple) ; c'est une aide minimale, indispensable à la compréhension des textes, étant donné l'avarice des notes de fin de volume. Synthèse documentaire d'années de recherches sur la violence d'État sous Staline, ce volume est celui qui intéressera le public le plus large.

T. 2 : *Karatel´naja sistema : struktura i kadry* [*Le système punitif : structure et cadres*], 2004, 695 p.
Otv. red. : N. V. Petrov ; otv. sost. : N. I. Vladimircev

Ce volume est destiné aux spécialistes du Goulag au sens institutionnel du mot. Les documents rassemblés concernent deux domaines bien distincts : 1 – la structure réglementaire des camps (textes relatifs à l'ouverture, la modification ou la fermeture des camps, aux zones de déportation, chantiers, etc.) ; 2 – tout ce qui se rapporte au personnel des camps (nombre, situation matérielle, recrutement, formation et carrière, promotions et sanctions). Il s'agit essentiellement de textes normatifs (ordres, instructions, circulaires).

On peut regretter que les auteurs aient opté pour un découpage chronologique très général et trop rigide du volume. Ils mélangent les deux thèmes — structure et cadres du Goulag — sans les distinguer, même par des sous-chapitres. Ce choix se fait au profit du premier et au détriment du second. Le plan du volume correspond ainsi aux évolutions de la structure du Goulag et néglige les cadres (gardiens, chefs de camps, bureaucrates de l'administration centrale). Certains documents exceptionnels mériteraient pourtant d'être mis en valeur, comme cette note du procureur général à Staline (mai 1934) qui fait le point sur les crimes commis par les gardiens aux Solovki et dans les camps du Nord (document n° 29).

Les auteurs ont repris l'ordonnancement chronologique classique proposé par M. B. Smirnov, S. P. Sigačev et D. V. Škapov dans leur introduction à l'ouvrage consacré au système des camps de redressement par le travail en URSS[3]. Une première partie est consacrée aux années 1930. Les documents y évoquent le processus qui a marqué l'évolution des lieux de détention soviétiques vers le Goulag stalinien. Soit comment l'OGPU — police politique, qui fusionne en 1934 avec le commissariat du peuple aux Affaires intérieures (NKVD) — en est venue à dominer tout le système carcéral soviétique. C'est à l'OGPU que le Bureau politique fixe en 1929 la tâche de mettre en œuvre des projets de colonisation en faisant un large usage du travail des détenus et en développant ses propres lieux de détention, qui finiront par avaler ceux du commissariat du peuple à la Justice. C'est l'OGPU qui est chargée de centraliser toutes les administrations pénitentiaires sous un ministère unique. Enfin, c'est à l'OGPU-NKVD que la direction politique confie les projets d'industrialisation les plus ambitieux.

La période suivante — qui va du début de la guerre à la mort de Staline — est celle de l'épanouissement du système pénitentiaire stalinien, véritable « complexe carcéro-productif ». La guerre voit la multiplication des formes de détention (camps spéciaux pour prisonniers de guerre ou *speclagerja*, camps de filtration, sections de bagne). Les documents sur l'après-guerre montrent l'extension du réseau des camps qui annexe des secteurs toujours plus larges de l'économie. On se félicite ici de l'attention que les auteurs portent aux camps spéciaux (*osobye lagerja*), jetant les bases d'une histoire de cette forme pénitentiaire, souvent évoquée mais mal connue. Une trentaine de documents, presque tous inédits, racontent comment ces camps ont pris une place centrale dans le système carcéral dès leur création en février 1948. Dans une dernière partie, qui couvre les années 1953 et 1954, les auteurs publient une vingtaine de documents qui témoignent du début

de décomposition qui atteint le système du Goulag immédiatement après la mort de son créateur. Pour compléter cette fresque historique, les auteurs ont pu faire une exception au cadre chronologique fixé pour l'ensemble de la collection en ajoutant en fin de volume une centaine de pages consacrées aux dix premières années du régime. L'intérêt historique d'un tel ajout est évident.

L'initié, toujours satisfait de disposer de documents nouveaux, saluera cet ensemble touffu. Le novice, lui, sera rebuté, car il est difficile de se repérer dans ce volume. Il faut dire que le lecteur est abandonné face à des textes administratifs souvent ardus. L'introduction n'apporte aucune clarté. La trame événementielle de l'histoire de l'Administration centrale des camps est développée de manière trop dense, alors que la question des personnels est là encore assez délaissée. Pas de grands espoirs à placer dans l'appareil de notes, qui n'est abondant dans aucun des tomes de la collection, comme on l'a dit, mais qui est réduit ici à 25 pages seulement. On notera que la liste des abréviations est incomplète. En revanche, les notices biographiques sont utiles car, même très brèves, elles fournissent des informations sur la carrière des principaux responsables des camps.

T. 3 : *Ekonomika Gulaga* [*L'économie du Goulag*], 2004, 624 p.
Otv. red. i sost. : O. V. Hlevnjuk

Ce volume, dirigé par Oleg Khlevniuk, est divisé en deux grands chapitres thématiques. Dans le premier, on trouve, par ordre chronologique, des documents (ordres, directives, comptes rendus, bilans) qui montrent les différentes phases de l'organisation et du développement du travail forcé, ainsi que les nombreux problèmes qui émergent au fur et à mesure de l'utilisation de plus en plus massive d'une main-d'œuvre forcée dans différents secteurs de l'économie soviétique. Le second est consacré aux objectifs et aux branches principales de cette économie forcée. On y découvre des documents relatifs à la construction de grands chantiers et de bassins industriels : le canal Belomor reliant la mer Blanche à la mer Baltique, le trust Uhto-Pečorskij, le *Dal'stroj*, la ligne de chemin de fer Baïkal-Amour (BAM), le canal Moscou-Volga, le complexe industriel de nickel de Norilsk, les chantiers et entreprises militaires chargés du projet nucléaire soviétique (*Glavpromstroj* et Première direction principale), le canal Volga-Don, les centrales hydroélectriques de Kuibyshev et de Stalingrad, les exploitations forestières et les industries du bois, les camps agricoles et de produits de consommation. Ces textes apportent des informations sur la genèse des projets d'exploitation de certaines régions, sur les principaux obstacles rencontrés et sur la façon de les surmonter.

La plus grande partie des documents publiés ici sont conservés dans différents fonds des Archives d'État de la Fédération de Russie (GARF) : le fonds du NKVD-MVD, le fonds du *Sovnarkom* et du Conseil des ministres et le fonds « Goulag ». On trouve aussi de nombreux matériaux issus des différentes administrations économiques des camps créés en 1941 ainsi que des dossiers spéciaux (*osobaja papka*) que la direction du NKVD/MVD envoyait régulièrement à Staline, Molotov, Hruščev, Voznesenskij et à d'autres dirigeants. Enfin neuf documents très intéressants sur l'activité économique de l'OGPU dans les années 1930 viennent des Archives du FSB. L'ensemble permet de mieux comprendre les mécanismes décisionnels relatifs aux questions économiques du Goulag.

De nombreux documents datent des années 1930, période où se forme la structure économique du Goulag, tel qu'il va fonctionner et se développer jusque dans la première moitié des années 1950. Ces sources montrent que, dans les débuts, les perspectives de développement du Goulag n'apparaissaient pas clairement aux yeux des dirigeants ; c'est la construction du canal Belomor qui s'avère déterminante pour la future organisation économique de l'OGPU et de l'Administration centrale des camps. Tout un ensemble de matériaux témoignent de la crise que connurent les camps à partir de 1938 aussi bien au niveau de la production que de l'organisation, en tant que conséquence directe de la Grande Terreur : plans inachevés, qualité du travail catastrophique, chute de la production économique. D'autres montrent comment Berija va reprendre la situation en main, et créer, en janvier 1939, le Bureau technique du NKVD pour être à même d'exploiter au mieux les prisonniers sur la base de connaissances technologiques.

Les documents des années 1941-1945 permettent de suivre l'évolution du rôle du Goulag dans l'économie de guerre et la place importante qu'il occupera grâce à sa réserve de main-d'œuvre, à un moment où tous les autres ministères économiques en sont déficitaires. Très intéressants enfin sont ceux qui couvrent la période de l'après-guerre : on y retrouve toutes les tentatives pour relancer production et productivité, notamment par le biais de l'introduction de salaires et la décision de libérer de manière anticipée certains prisonniers pour les garder comme salariés sur place.

Ce volume contient les documents les moins connus de l'histoire du Goulag — une histoire exclusivement économique, mais où la suprématie du politique, sur laquelle Khlevniuk insiste depuis des années, émerge dans toutes les discussions, préoccupations et décisions du leadership sur le développement économique du travail forcé.

T. 4 : *Naselenie Gulaga : Čislennost´ i uslovija soderžanija* [*La population du Goulag : effectifs et conditions de détention*], 2004, 624 p.
Otv. red. : A. B. Bezborodov, sost. : V. M. Hrustalev et I. V. Bezborodova

Ce volume est l'un des plus riches et des plus originaux de la série. Pour la première fois, un recueil d'archives donne toute sa place à la vie quotidienne des détenus et de leurs gardiens. Tout le monde des camps avec ses horreurs est révélé aux yeux du lecteur et vient confirmer ce qui était déjà connu grâce aux mémoires d'anciens détenus.

Les auteurs ont divisé ce tome en quatre chapitres correspondant chacun grosso modo à un service de l'Administration centrale des camps. Le premier rassemble les documents statistiques sur les détenus (nombre, origine sociale, etc.) qui proviennent pour l'essentiel du Département de statistique et de répartition des détenus (OURZ). C'est là un ensemble considérable, qui complète et permet d'affiner ce qui avait déjà été publié, en particulier dans le recueil *GULAG, 1918-1960*[4]. Eu égard au souci encyclopédique de la collection, on regrette que les auteurs n'aient pas prolongé ces statistiques par régions et par républiques pour l'après-guerre. Il est dommage aussi qu'ils n'aient pas expliqué et commenté en note le formulaire statistique standard de l'Administration des camps, que l'on

retrouve dans une demi-douzaine de documents sur toute la période (n° 18, 33 et 51-54) et qui est incompréhensible[5].

Le second chapitre couvre le régime de détention, sur la base surtout des documents du Département des opérations (*Operativnyj otdel*). Il éclaire des phénomènes mal connus comme le droit accordé à certains prisonniers de se déplacer sans convoi entre zones d'habitation et de travail, et même en dehors de ces zones pour les besoins de la production (*raskonvojrovanie*). Certaines sources traitent entre autres de la censure exercée sur le courrier des prisonniers, des procédures d'examen des plaintes, du droit de visite, de l'introduction progressive d'un système de salaires. L'utilisation de détenus pour les besoins personnels des chefs de camp, en particulier comme domestiques, fait l'objet d'un document très informatif (n° 159).

L'alimentation et l'approvisionnement des détenus — dont était chargé le Département du ravitaillement du Goulag — fait l'objet d'un troisième chapitre. Les auteurs publient ici les instructions concernant les normes alimentaires des détenus pour toute la période. Celles-ci étaient considérées par l'administration comme le stimulus le plus important de la productivité du travail. Des documents mettent au jour les combines de l'administration pour déposséder les prisonniers de ce qu'elle leur devait selon les normes, pourtant très faibles pour toute la période considérée. Le lecteur se souvient des descriptions des grands mémorialistes du Goulag : le pain, qui était la nourriture de base, et souvent la seule, était ainsi manipulé de différentes manières pour en augmenter le poids sans utiliser de farine (cuisson trop courte, addition de clous, de savon etc., cf. document n° 232). Certains textes décrivent la mise en place après la guerre de sous-sections sanitaires chargées du rétablissement des détenus les plus affaiblis, d'un système de vente au détail et d'une organisation de fournitures vestimentaires. Enfin, le chapitre qui clôt le volume décrit comment le Département sanitaire suivait de près la morbidité et la mortalité des prisonniers.

L'introduction de Bezborodova ne donne pas un tableau historique cohérent des conditions de détention des détenus ni de leur vie quotidienne, mais elle met en lumière quelques tendances essentielles, comme la dépendance hiérarchique des services médicaux des camps par rapport au NKVD dans les années 1930 (et non par rapport au ministère de la Santé). L'auteur énonce néanmoins des jugements de valeur, ou des points de vue, qui mériteraient des éclaircissements : qu'est-ce que « le faible niveau moral » des employés du Goulag ? Le rétablissement de l'économie après la guerre, qui aurait fait sentir ses effets positifs dans les années 1950, explique-t-il vraiment l'amélioration des conditions d'existence dans les camps après la mort de Stalin ? En quoi précisément le Goulag a-t-il influencé la langue, la culture et les mœurs ?

Si Bezborodova montre bien la confusion des statistiques, la difficulté de les comparer dans le temps et le flou des catégories, et si elle engage une discussion intéressante avec A. I. Kokurin et Ju. N. Morukov, elle n'approfondit cependant pas suffisamment cette question ; celle-ci reste donc un point important de dissension historiographique qui attend toujours une étude exhaustive. Elle reprend même des fables anciennes à l'encontre des chiffres qu'elle cite : il convient de rappeler que ce n'est pas le XX^{e} Congrès du parti qui a libéré 580 000 détenus politiques ;

l'écrasante majorité d'entre eux sont sortis des camps entre 1953 et fin 1955, avant le « Rapport secret » et les Commissions de libération d'avril 1956, en tirant leur peine jusqu'au bout, ou encore de manière anticipée, grâce aux crédits des journées travaillées (tableau n° 1, p. 39).

T. 5 : *Specpereselency v SSSR* [*Les déplacés spéciaux en URSS*], 2004, 823 p.
Otv. red. i sost. : T. V. Carevskaja-Djakina

Les documents de ce volume sont divisés en cinq chapitres chronologiques et thématiques : liquidation des koulaks en tant que classe, 1930-1935 ; déportations ethniques et politiques pendant la Grande Terreur et au début de la Deuxième Guerre mondiale, 1935-1941 ; fonctionnement du système des déplacés spéciaux pendant la guerre, 1941-1943 ; changements juridiques et administratifs en rapport avec les déportations ethniques et politiques, 1943-1947 ; crise du système des déplacés spéciaux, 1948-1953.

L'ensemble du recueil est composé de textes juridiques, circulaires et ordres des différents organes du pouvoir concernés par la répression des déplacés spéciaux (*Sovnarkom*, OGPU, NKVD/MVD, Goulag et Parquet), ainsi que de rapports et comptes rendus de la Section des déplacés spéciaux du Goulag pour les différentes régions de déportation. Les statistiques ont une place très limitée car elles ont déjà été amplement publiées dans le passé par Viktor Zemskov. Le choix des documents permet d'observer la constitution progressive de la gigantesque structure administrative chargée des différentes catégories de déplacés spéciaux, déportés spéciaux et colons de travail qui, entre 1930 et 1950, ont été déportés dans l'Oural, en Sibérie et dans les républiques d'Asie centrale (surtout au Kazakhstan).

Le volume retrace toute la politique de répression stalinienne, nettement ciblée sur un ensemble large, mais très ponctuel, de catégories de population jugées indésirables, « socialement étrangères », suspectes, nuisibles, ou qui auraient pu constituer une « cinquième colonne » d'ennemis susceptible de frapper en cas de conflit. Ces répressions s'effectuent par vagues successives. Les premières victimes sont les paysans qui s'opposent prétendument à la collectivisation : 1 800 000 sont déportés entre 1930 et 1931 et constituent jusqu'en 1940 la majorité des déplacés spéciaux. Vient ensuite le tour des catégories dites du « désordre social », c'est-à-dire tous ceux qui, pour des raisons non politiques, ne s'adaptent pas au nouvel ordre soviétique : délinquants, « hooligans », mendiants, vagabonds (tziganes inclus) et prostituées, qui sont déportés lors des épurations des grandes villes. Puis les nationalités potentiellement ennemies font l'objet de toute une série de mesures répressives : diasporas, habitants des régions frontalières, émigrés politiques réfugiés en Union soviétique. Finlandais, Polonais, Lettons, Estoniens, Grecs, Roumains, Bulgares, Kurdes, Iraniens, Chinois, Coréens sont ainsi les victimes de ces opérations répressives, mais la déportation la plus importante dans cette catégorie touche la population d'origine allemande : près d'un million d'Allemands sont déportés à partir de 1941 en Sibérie et au Kazakhstan. L'invasion allemande marque un tournant dans la déportation des nationalités, qui constituèrent, avec les centaines de

milliers de déplacés en provenance de l'Ukraine occidentale et des pays Baltes, la majorité des victimes pendant et après la guerre : Grecs, Finlandais, Arméniens, Kurdes, Polonais, peuples du Nord Caucase, Tatars de Crimée, etc.

Parallèlement aux documents sur l'organisation des différentes vagues répressives et sur leur gestion administrative, on trouve un important choix de textes en provenance des Directions du NKVD/MVD des régions de destination sur la situation des déplacés spéciaux : conditions de vie et de travail, situation sanitaire, taux de mortalité, problèmes liés aux évasions massives des lieux de déportation. Ces dernières prendront de telles proportions après la guerre qu'elles pousseront le Conseil des ministres à retirer la gestion des déplacés spéciaux au MVD pour la confier au MGB, plus performant dans le contrôle et la répression des infractions.

Cela donne un ensemble vivant : aux données juridiques et administratives s'ajoutent les aspects de la vie quotidienne des déplacés spéciaux, les mille problèmes auxquels ils sont confrontés et les différentes solutions envisagées par l'administration pour les résoudre.

Les années qui suivent la mort de Staline sont négligées, comme dans l'ensemble des six volumes où les documents explicitant les différents enjeux liés à la sortie du système concentrationnaire sont rares. L'auteur a laissé de côté ici l'ensemble de la documentation, en partie déjà publiée, qui montre comment les différentes catégories de déplacés spéciaux ont été libérées et autorisées à rentrer dans leur territoire d'origine.

T. 6 : *Vosstanija, bunty i zabastovki zaključennyh* [*Révoltes, émeutes et grèves de prisonniers*], 2004, 736 p.
Otv. red. i sost. : V. A. Kozlov, O. V. Lavinskaja

Le volume est divisé en quatre chapitres chronologiques : émeutes et grèves de la faim entre 1930 et 1940, rébellions pendant la guerre, désordres (1945-1953), enfin révoltes (surtout celles de Norilsk, Vorkuta et Kengir) après la mort de Staline. Le choix de l'ordre chronologique permet d'observer une lente, mais constante augmentation de toutes les manifestations de résistance auxquelles vont être confrontées les administrations des camps.

Les documents concernant la première période donnent davantage d'informations sur les efforts de l'OGPU pour créer un réseau d'informateurs à l'intérieur des camps que sur de réelles menaces de la part des prisonniers, car les épisodes de résistance sont très rares. Pendant les années de guerre, en revanche, les organes de sécurité signalent une augmentation alarmante des tentatives de rébellion dans tous les camps. Parmi les causes principales, on trouve l'évolution de la population concentrationnaire pendant le conflit : départ d'une grande partie des prisonniers avec des peines allégées pour le front, concentration de prisonniers plus « dangereux » et déterminés, entrée dans les camps des élites militaires des pays Baltes et des territoires occidentaux de la Pologne occupés par l'Armée rouge à partir de 1939. Les organisations clandestines et la résistance des prisonniers ne font que croître, pour s'étendre dans tout l'*Archipel*, avec la politique répressive menée par le NKVD dans l'après-guerre. L'arrivée massive de nationalistes baltes et ukrainiens et de partisans polonais et biélorusses confronte en effet les adminis-

trations à des prisonniers déterminés à utiliser dans les camps leur expérience de la guerre et de la lutte souterraine.

Les documents les moins connus, qui auraient sans doute pu faire l'objet d'un chapitre séparé et que l'on aurait souhaités plus nombreux, concernent les désordres organisés par les criminels et leurs conflits internes au sein du camp. On pensait jusque-là que c'étaient surtout les prisonniers politiques qui s'étaient organisés contre l'administration, mais on découvre ici un monde criminel très actif et menaçant, même s'il est très divisé. Un document extraordinaire de décembre 1949, dans lequel la Direction du Goulag ordonne aux administrations locales des camps de cesser immédiatement d'utiliser les « chiennes » pour des tâches administratives, montre dans le détail comment ces administrations exploitaient les tensions entre « chiennes » et « *vory v zakone* », ainsi que les répercussions néfastes qui s'ensuivaient. Auparavant, on avait un écho de ces faits uniquement grâce aux mémoires ou aux témoignages oraux, mais on ignorait comment cela avait été perçu de l'intérieur.

Certains documents ajoutent des éléments nouveaux à la connaissance du phénomène de la résistance dans les camps. Ils montrent que, déjà en 1945, les nationalistes baltes et ukrainiens étaient identifiés comme des éléments dangereux à l'intérieur des camps et faisaient l'objet d'une surveillance spéciale et d'actions « prophylactiques ». Le lecteur apprend aussi que l'amnistie de 1945 a été à l'origine de toute une série de problèmes car si, d'une part, les libérations anticipées désorganisent le réseau d'informateurs, d'autre part, la déception des prisonniers qui en sont exclus va se traduire, comme pour l'amnistie de 1953, par des évasions, des grèves et des émeutes. Dans une lettre du procureur général à Malen´kov, on découvre que, face à l'ampleur des évasions, il est proposé d'utiliser l'armée pour maintenir l'ordre dans certains camps. Enfin deux documents attestent que même les colonies pour enfants ont été le théâtre de désordres.

Si un nombre incalculable d'émeutes, de grèves, de révoltes, d'évasions et de désordres de toutes sortes sont répertoriés, une place moins importante est accordée aux répercussions de ces événements sur le fonctionnement même des camps et sur les difficultés rencontrées par les autres administrations dépendant en partie de la production des prisonniers. On dispose désormais, grâce à ce volume, d'un tableau exhaustif du phénomène de la résistance au Goulag, mais de nombreuses questions sur la crise que ces événements ont déclenchée restent en suspens.

T. 7 : *Sovetskaja repressivno-karatel´naja politika i penitenciarnaja sistema v materialah Gosudarstvennogo arhiva Rossijskoj Federacii : Annotirovannyj ukazatel´ del = Soviet Repressive-Penal Policy and Penal System in the Holdings of the State Archives of the Russian Federation : Annotated Guide to the Files,* 2005, 712 p.
Otv. red. : V. A. Kozlov, S. B. Mironenko ; sost. A. B. Dobrovskaja

La vraie surprise de la série se trouve dans le septième volume, qui fournit la liste des dossiers les plus importants du GARF concernant la politique répressive de l'État soviétique de 1918 à 1960. Inouï ! Le chercheur peut tranquillement compulser chez lui les fonds du GARF, sans avoir à se déplacer à Moscou pour

commander des inventaires gras et blafards. Les en-têtes des dossiers ont été habilement retravaillés pour révéler leur contenu précis et sortir de l'approximation des interminables « correspondances sur questions générales et organisationnelles ». C'est l'outil indispensable à tout historien intéressé par les circonvolutions de la politique répressive de la majeure partie de l'ère soviétique. Bien au-delà de la seule administration du GULag, il englobe le Goulag au sens large où l'entend l'introduction de la collection, à savoir toute la politique répressive des débuts de l'ère soviétique jusqu'à la fin des années 1950. Ce Goulag-ci inclut par exemple le sort des enfants abandonnés. Notons, sur un plan pratique, que le retard dans la parution de ce dernier volume offre un avantage de taille : il est vendu séparément des six autres.

Certains fonds sont entièrement décryptés pour la période : ceux du GULAG (1930-1960) au sens élargi (c'est-à-dire incluant les déportés spéciaux, les colonies pour enfants, etc.) ; et ceux de son prédécesseur, l'Administration principale des lieux de détention du NKVD de l'URSS (1922-1930). On trouve également des ensembles archivistiques essentiels pour comprendre la politique pénale en général, comme ceux du ministère de la Justice et de la Cour suprême de l'URSS, dont les inventaires anciennement secrets sont entièrement décryptés ici jusqu'au milieu des années 1950. En revanche, les auteurs ont dû faire un tri parmi les dossiers des fonds les plus vastes, comme ceux du Conseil des ministres et du Parquet de l'URSS. La part du lion revient au fonds du NKVD de la RSFSR (1917-1930), intégralement reproduit. Ainsi, les années qui vont de la fondation du régime au tournant stalinien sont très bien couvertes, avec même les fonds moins connus de la Croix-Rouge politique à Moscou (1918-1922) et du Tribunal suprême du Comité central exécutif de la RSFSR (pour les années 1917-1924).

Les auteurs ont aussi ajouté la liste exacte des dossiers microfilmés pour le projet Hoover : voilà qui est utile pour savoir ce qu'il faut aller chercher au GARF, ou bien ce à quoi on a accès plus facilement et plus confortablement aux États-Unis ou ailleurs, dans les bibliothèques qui ont fait l'acquisition des précieuses bobines. En revanche, le lecteur ne prêtera aucune attention à la bibliographie, qui n'est pas à la hauteur du projet : elle est bien trop courte, périmée et incomplète.

1 – P. H. Solomon, *Soviet Criminal Justice under Stalin*, Cambridge : Cambridge University Press, 1996.

2 – Stéphane Courtois *et al.*, dirs., *Le livre noir du communisme : crime, terreur, répression*, Paris : R. Laffont, 1997.

3 – M. B. Smirnov, dir., *Sistema ispravitel´no-trudovyh lagerej v SSSR, 1923–1960: Spravočnik*, Moscou : Zven´ja, 1998.

4 – A. I. Kokurin, N. V. Petrov, *GULAG : Glavnoe upravlenie lagerej : 1918–1960*, Moscou : MFD, 2002.

5 – Oleg Khlevniuk le déchiffre dans *The History of the Gulag from Collectivization to the Great Terror*, New Haven : Yale University Press, 2004. Voir aussi J. Arch Getty, Gábor T. Rittersporn et Viktor N. Zemskov, « Victims of the Soviet Penal System in the Pre-War Years : A First Approach on the Basis of Archival Evidence », *The American Historical Review*, 98 (4), octobre 1993, p. 1017-1049, ici 1048-1049.

Marta Craveri et Marc Elie

Barbara FALK
Sowjetische Städte in der Hungersnot 1932/33
Staatliche Ernährungspolitik und Städtisches Alltagsleben
Cologne, Weimar, Vienne : Böhlau Verlag, 2005, xviii-445 p., index, tabl.
(Beiträge zur Geschichte Osteuropas, 38)

The 1932/33 famine in the Soviet Union, which carried away the lives of an estimated six to eight million people, has always been studied primarily as a rural cataclysm, tragic consequence of the forced collectivisation of agriculture and the ensuing confrontation between the Bolshevik leadership and the peasantry. The general validity of this emphasis notwithstanding, the famine did, however, not remain exclusively confined to the rural areas. In *Sowjetische Städte in der Hungersnot 1932/33* Barbara Falk describes the urban side, primarily in terms of the protracted breakdown of the state rationing system for the non-agricultural population which was in place during those years. Rationing of a whole range of food and non-food consumer items had appeared as a measure to deal with shortages which raised their head in the course of the change-over from the New Economic Policy of the 1920s to the state-led investment and industrialisation drive of the first five-year plan (1928-32). By far the most important of these items were grain and bread, also at the heart of the struggle between Bolsheviks and peasants.

In the first two out of the four chapters of the book Falk traces the evolution of the rationing system from its inception as an ad hoc measure to remedy the effects on urban food supply of the first grain collection crises of 1927-28 to its final abolition in 1934-35. Point of departure for these chapters is the pioneering work of Elena Osokina who has characterised the system as a "hierarchy of consumption," a system of precisely defined preferential access to scarce goods and services based on the real or perceived importance of individuals or certain groups to the industrialisation drive.[1] Apart from the military, secret police and government officials these were in the very first place those working in the sectors of the economy allotted priority in the framework of the five-year plan, i.e. heavy industry and construction, and in particular, but not exclusively, blue-collar workers in these branches.

Preferential treatment within the rationing system meant inclusion into the so-called first list, which was supplied from resources pooled and redistributed by the centre, whereas persons, social categories and towns with a lower status were supplied from local resources, the accumulation and stockpiling of which could only be started after the central funds had been supplied. Under the conditions of severe overall scarcity which prevailed this entailed a huge difference between the lists in both the quality and the quantity of food allotted on the basis of the ration cards. Although this differential treatment reflected Bolshevik priorities and preferences for certain sections of the population the rationing system did not evolve from a clear-cut ideologically determined blueprint. Rather, as the book painstakingly demonstrates, policy-making in the sphere of supply and allocation of food reserves basically consisted of a continuation of ad hoc decision-

making and improvised solutions. This finding adds to a consensus emerging as of late on the profoundly reactive nature of most of Stalinist decision-making except in matters of the highest priority.

The focus of the investigation is on the years of crisis, when dwindling food supplies caused the leadership to gradually roll back most of its commitments in the sphere of food supply with the exception of those covering workers in crucial branches of industry in areas of strategic importance, roughly Moscow, Leningrad, the Donbass and a couple of republican level capitals. The mechanism through which this gradual roll-back of the rationing system took place consisted of the constant exclusion of whole categories of people from the central rationing lists and their transfer to either self-support or decentral rationing, the latter of which gradually blended into the former as the accumulation of the priority central rationing funds scooped up the last available resources. Although the first of these series of exclusions already took place in 1931 the process began in earnest after the failure of the 1932 grain collection campaign, which marks the unofficial start of the famine.

Initially, the exclusion of non-working family members and lower-priority workers from the central rationing lists was the main instrument through which the leadership tried to match "demand" to the ever-dwindling supplies. As the crisis deepened in the winter of 1932/33 and even these reduced commitments became increasingly difficult to uphold, the leadership shifted to a policy focused on the rigorous enforcement of the preferential replenishment of centrally redistributed supplies, at the expense of the already extremely thinly stretched regional supply funds. Particularly in the main famine regions of the Ukraine, Kazakhstan and the North Caucasus, where regional resources were practically non-existent, this condemned large swathes of the urban population, who had no access to central rationing, to starvation. In a thorough examination of household budget statistics and mortality figures, many of which procured from archival evidence, the author demonstrates the consequences; a decline in the caloric intake of the population below physical subsistence levels and a corresponding rise in the death rate.

The second half of the book is dedicated to what the author calls a "thematic" approach to the famine, largely on the basis of a case study of the city of Kharkov, capital of the Ukrainian union republic until 1934, and its hinterland. It is in these two chapters that we find some of the best insights contained in the book.

Chapter Three describes the role and adequacy of the various central, decentral and unorganised food supply channels at the local level, partly repeating some of the findings of the preceding two chapters, but adding a valuable section on the so-called "collective farm markets" of those years. Officially condoned by the regime in May 1932 for collective farms and individual collective farmers to directly sell food surpluses to the urban population, during the years of famine they were in practice largely black markets for the resale of goods siphoned off from the rationing system, and as such, Falk argues, a corrective mechanism for the inequalities created by preferential rationing which did not generally save the day, but can have made a crucial difference in many individual cases.

In what is arguably the best part of the book Chapter Four focuses in more detail on the mechanisms of inclusion and exclusion of particular groups and individuals from the rationing system. As the author argues, the basic logic of the process was as banal as brutal. Faced with shortages of bread and the threat of starvation people attempted by all possible means to obtain a rationing card, while at the same time the state did all its best to keep as many people as possible outside the rationing system. One of the first groups to be excluded were non-working family members of blue and white-collar workers on the rationing lists. Soon to follow were seasonal workers and workers in low-priority branches of industry. Further, the state proceeded to exclude any category of workers who maintained some sort of tie to agriculture, and who was therefore perceived to be able to feed himself. Apart from workers of recent peasant extraction, this wave of exclusions also specifically targeted people who worked in the non-agricultural sector, but lived in the countryside, a sizeable contingent in some areas, particularly where industry was located in the suburbs or outside of towns. Finally, in December 1932 the regime moved to rid the rationing system of workers who violated labour discipline as well as of "parasitic" and "socially alien elements" in a wave of expulsions connected to the introduction of the system of internal passports in that same month. Falk provides important new evidence for the interconnectedness of these two operations.

Together, the successive waves of expulsions reduced the coverage of the rationing system to such an extent that the large majority of the urban population was outside of it. What is more, even most of those inside did not receive rations large enough to cover even the most basic needs. Although the author does not explicitly make this argument, this is an important reminder for historians not to overstate the significance of the rationing system. For most of the years it was in existence, people were still overwhelmingly dependent on their own initiative in securing the basic necessities of life.

It is for this last reason that the book falls short of being the history of the urban famine its title suggests it to be. Such would require a perspective which departs from the household or the individual and charts the different supply channels for food which existed both within the framework of the rationing system and outside of it. Among others this would involve a much less cursory treatment of subsidiary agriculture, and the substance of ties to the village and the agricultural sector. But perhaps most importantly, it would require addressing the psychological dimension of the drama unfolding, both from the point of view of the population and from that of the regime. Falk's book does an admirable job of charting the logistics of the food supply crisis of 1932-33, but a famine is much more than a matter of logistics alone.

1 – E. A. Osokina, *Ierarkhiia potrebleniia: o zhizni liudei v usloviiakh stalinskogo snabzheniia, 1928-1935 gg.* (Moscow, 1993); Elena Osokina, *Za fasadom "stalinskogo izobiliia." Raspredelenie i rynok v snabzhenii naseleniia v gody industrializatsii, 1927-1941* (Moscow, 1998).

Gijs Kessler

TERONI Sandra, KLEIN Wolfgang, éds.
Pour la défense de la culture :
les textes du Congrès international des écrivains, Paris, juin 1935
réunis et présentés par Sandra Teroni et Wolfgang Klein
Dijon : Éditions universitaires de Dijon, 2005, 665 p.
(Collection Sources)

Le Congrès international des écrivains pour la défense de la culture, qui, du 21 au 25 juin 1935, a attiré à Paris, dans la salle de la Mutualité, un public de plusieurs milliers de personnes venues entendre quelques grandes célébrités de la littérature mondiale (Gide, Forster, Huxley, Valle-Inclán, Martin Andersen-Nexö, Malraux, Brecht, Heinrich Mann, Aragon, Tristan Tzara, Aleksej Tolstoj, Erenburg, Pasternak, Babel´, Nezval) marque l'apogée éphémère d'une grande illusion : celle d'une alliance durable, face au danger nazi, entre les intellectuels de gauche des pays occidentaux, attachés aux idéaux de liberté et de progrès, et le monde communiste représenté par l'URSS, alliance impliquant plus largement une prise en charge par le communisme de l'idéal humaniste de la culture universelle.

Cet ouvrage, comme l'indique dans sa préface l'historien Serge Wolikow, directeur de la Maison des sciences de l'homme de Dijon, qui en a pris l'initiative (et a réuni pour le réaliser une importante équipe de traducteurs et de rédacteurs, dont il faut saluer le travail), « met pour la première fois à la disposition du public francophone l'ensemble des documents de ce congrès », réunis et publiés d'abord en allemand, dès 1982, par Wolfgang Klein, actuellement professeur à l'université d'Osnabrück. C'est l'immense travail de recherche accompli par ce dernier dans les archives du Komintern, à Moscou, et du parti communiste allemand à Berlin, mais également dans une vingtaine de fonds d'archives de Paris, Moscou, Berlin, Francfort, Copenhague, Prague, Ludwigshafen, Zurich, qui lui a permis en effet de reconstituer et de réunir ces textes, qui n'avaient été publiés jusque-là que très partiellement dans un volume édité à Moscou en 1936 par le critique et historien de la littérature Ivan Luppol, membre de la délégation soviétique au congrès.

Ces recherches ont permis à Wolfgang Klein de présenter pour la première fois, dans une importante et substantielle préface, l'histoire complexe de la préparation de ce congrès, qui en éclaire les enjeux et le sens. La conclusion paradoxale à laquelle aboutit cette passionnante étude, appuyée en particulier sur la correspondance inédite des protagonistes, est que si les communistes, intellectuels et écrivains, des pays occidentaux, essentiellement de France et d'Allemagne (Barbusse, Aragon, Johannes Becher) avec l'appui de certains « compagnons de route » éminents, comme Romain Rolland, André Gide ou Heinrich Mann, ont effectivement été à l'origine du congrès, le parti communiste soviétique (c'est-à-dire Stalin) et sa direction internationale (le Komintern) se sont montrés singulièrement en retrait. Il est certain que, dans l'esprit de l'un de ses premiers initiateurs, Henri Barbusse, qui était allé chercher à Moscou la bénédiction de Stalin lui-même (et croyait l'avoir obtenue), ce congrès devait traduire à l'échelle internationale ce qu'avait été le congrès inaugural de l'Union des écrivains soviétiques de Moscou en 1934, et signifier la liquidation de l'Association internationale des écrivains révolutionnaires

(AIER, en russe MORP), extension de la RAPP, autoritairement dissoute en 1932 au profit d'une association plus large, étendant le contrôle du parti aux « compagnons de route » non communistes, association dont Barbusse lui-même aurait pris la direction. L'indécision de Moscou (due peut-être aux débats entourant le VII[e] congrès du Komintern, qui, en août 1935, allait marquer un tournant dans la stratégie internationale du communisme) devait faire échapper l'initiative à Barbusse et la laisser aux mains de dirigeants de l'AIER, tels que Johannes Becher ou Aragon, convertis eux aussi, il est vrai, à la nouvelle politique de large rassemblement. L'une des raisons de la prudence du pouvoir soviétique est certainement la conscience de l'impossibilité de transposer à l'échelle internationale la prise de contrôle de la littérature par le parti réalisée en URSS à l'initiative de Stalin lui-même.

Sandra Teroni, elle, retrace dans une préface également très substantielle le développement du mouvement antifasciste qui va amener au congrès de nombreux intellectuels appartenant à la gauche libérale ou socialisante, comme Julien Benda ou Jean Guéhenno, et en analyse les débats. Les questions proposées aux congressistes ont été formulées de façon très large et, si certains orateurs utilisent la tribune pour mettre en accusation le régime politique de leur pays (et en particulier le nazisme), la plupart des interventions traitent de questions très générales, telles que la liberté de création ou « l'artiste et la société ». Cependant le problème de l'engagement de l'écrivain laisse apparaître plus ou moins nettement des clivages politiques. Les écrivains communistes (confortés par la « salutation fraternelle » envoyée par Romain Rolland « en chemin vers le pays où l'on crée le monde nouveau » : il doit rencontrer à Moscou Gor´kij et Stalin) identifient plus ou moins explicitement la défense de la culture à la cause de l'URSS. Leurs positions sont critiquées à droite par Julien Benda, qui défend l'indépendance de l'écrivain, à gauche par Brecht, qui oppose implicitement à la nouvelle ligne humaniste défendue par Moscou l'« analyse de classe » prônée par le marxisme et par Breton qui dénonce comme une concession à l'ordre bourgeois le pacte d'assistance mutuelle qui vient d'être signé entre l'URSS et la France.

Ces critiques tournent parfois à la mise en cause directe du « pays du socialisme » : l'historien antifasciste italien Gaetano Salvemini et la trotskiste Madeleine Paz n'hésitent pas à prendre le contre-pied des organisateurs, l'un en refusant d'assimiler la démocratie bourgeoise au fascisme et en dénonçant les atteintes à la liberté en URSS, l'autre en soulevant le cas de l'écrivain d'origine russe Victor Serge, revenu en Russie au lendemain de la révolution, et qui avait été envoyé en Sibérie en résidence surveillée pour son adhésion à l'opposition trotskiste. Son intervention entraîne une violente réplique des membres de la délégation soviétique, l'« occidental » Il´ja Erenburg compris, qui défendent le droit de l'URSS de châtier ses ennemis, et vont même jusqu'à accuser Victor Serge de complicité dans l'assassinat de Kirov, qui a pourtant eu lieu plusieurs mois après son éloignement. Cet incident révèle la façon dont la délégation de l'Union des écrivains soviétiques, choisie du reste par le Comité central, conçoit son rôle au congrès : ses membres se comportent en représentants officiels et en propagandistes de l'URSS, dont ils donnent dans leurs discours une description idyllique. Seuls Pasternak et Babel´, adjoints au dernier moment et contre leur gré (du moins pour le premier) à la délégation soviétique, à la demande instante des organisateurs,

s'exprimeront en leur propre nom, mais, ovationnés par la salle, ils ne feront que de la figuration.

Apparemment noyée sous l'esprit de coopération internationale affiché par le congrès, la mise en cause de l'URSS, qui s'exprime encore timidement à travers certaines interventions, en traduit en réalité l'échec. L'Association internationale des écrivains pour la défense de la culture, dont il a jeté les fondations, et qui devait prendre la relève de l'Association internationale des écrivains prolétariens, dissoute en 1935 (comme l'Union des écrivains soviétiques avait pris en URSS celle de la RAPP), a fait long feu : les péripéties complexes de sa brève histoire sont étudiées dans un « Épilogue » de Wolfgang Klein, avec autant de minutie et de précision documentaire que sa préparation.Objet d'un travail considérable de rédaction et de traduction, illustré de dessins, de photos et de reproductions de documents manuscrits, pourvu d'un important appareil de notes, de substantielles notices biographiques sur tous les orateurs du congrès, d'une abondante bibliographie et enfin d'un index de plusieurs pages, nous avons là un ouvrage de référence précieux et sûr, indispensable à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire intellectuelle de l'Europe à la veille de la Seconde Guerre mondiale, et à celle du communisme.

Michel Aucouturier

George O. LIBER
Alexander Dovzhenko : A Life in Soviet Film
Londres : British Film Institute, 2002, 320 p.

On ne s'intéresse plus guère aujourd'hui en France à Dovženko qui reste sans doute le plus délaissé des grands cinéastes soviétiques. La rétrospective de ses films, présentée en France fin 1999, a suscité peu d'échos, comme le rappelait François Albera dans un pénétrant hommage rendu au cinéaste[1]. Est-ce sa réputation d'artiste officiel, dévoué au régime, l'apparent conformisme idéologique de ses films ou son style, empreint de lyrisme panthéiste, de naïveté et d'une certaine emphase qui expliquent cette désaffection ? Il n'a pas non plus laissé derrière lui un corpus théorique cohérent, quoiqu'il ait écrit plusieurs textes importants sur sa conception du cinéma. Néanmoins, Dovženko mérite d'être étudié, comme artiste dont l'œuvre ne saurait être réduite au canon du « réalisme socialiste », malgré les désolantes réalisations de l'après-guerre, et comme individu dont la trajectoire est loin d'avoir été parfaitement élucidée.

L'ouverture des archives à partir de 1991, le développement des études sur la censure, sur les rapports entre l'intelligentsia et le pouvoir ont commencé à lever le voile sur certains aspects de sa vie : sur les difficultés récurrentes qui ont accompagné le tournage de ses films (en particulier, ceux de *Ščors* entre 1935-1939 et de *Mičurin* en 1949), sur sa condamnation de 1944 pour « nationalisme ukrainien »[2]… Des publications, certes parcellaires, de son journal, comme de déclarations rapportées à la police, ont montré un Dovženko largement différent de son personnage officiel[3].

Le récent ouvrage de George O. Liber témoigne assez bien de cette évolution et s'inscrit dans une volonté affichée de réviser une biographie trop lisse. Il n'oblitère

en rien le soutien actif apporté par le réalisateur au régime soviétique ; il rappelle ses rapports « privilégiés » avec Stalin entre 1935 et 1939 (cf. le chapitre 6, intitulé « Stalin's Client »), qui ne le mettent pas à l'abri d'une disgrâce aussi rapide et tenace que l'avait été son ascension. Ni la mort de Stalin, ni l'amorce du Dégel ne lui permettent de retrouver sa situation précédente et de retourner à Kiev. Mais George O. Liber n'oublie pas non plus ce qui dans le parcours de Dovženko ne cadre pas parfaitement avec l'image du parfait communiste, ses racines paysannes, son patriotisme ukrainien, son engagement aux côtés de Petljura pendant la guerre civile…

Ainsi, pour l'auteur de l'ouvrage, est-il essentiel de pointer ce qui a pu être, pour le réalisateur, source de contradiction, de conflit, et mettre en évidence certains décalages entre ses prises de position publiques et ses convictions privées. Et, dans le cas de Dovženko, la question qui interfère de façon récurrente dans ses rapports avec le pouvoir politique et sous-tend son œuvre de réalisateur est celle de son identité nationale[4]. C'est sans doute cet aspect de la figure de Dovženko qui depuis ces vingt dernières années a suscité le plus d'intérêt. Il est vrai qu'en raison d'une maîtrise équivalente de l'ukrainien et du russe, de ses longs séjours à Moscou, volontaires et forcés, de ses liens avec la vie intellectuelle russe, on parle de Dovženko comme d'un réalisateur soviétique, sans s'attarder peut-être suffisamment sur ses origines (dans les publications françaises, c'est la variante russe de son prénom qui est systématiquement usitée, par exemple). Or, son cinéma a pour sujet principal l'Ukraine, des épisodes de son histoire, y compris dans son aspect folklorique, mythique (*Zvenigora*). Si lui-même écrivait indifféremment en ukrainien et en russe, il réservait néanmoins à sa langue maternelle un statut particulier, comme en témoigne son journal, rédigé en ukrainien.

Mais s'il faut se garder de « russifier » Dovženko, il peut être tout aussi excessif d'en faire exclusivement un écrivain patriotique ukrainien, persécuté par Moscou et les Russes, comme c'est parfois le cas aujourd'hui. Cet écueil est en général évité par George O. Liber : il ne cache pas certains aspects peu attirants de la personnalité de Dovženko, même s'il tend à les minimiser (comme certains de ses propos aux accents antisémites). Il veut surtout montrer comment le ralliement de Dovženko à la révolution bolchevique et à l'internationalisme prolétarien a pu entrer en contradiction avec son sentiment national et être à l'origine de tensions qui peuvent peut-être éclairer sa trajectoire, sans pour autant en justifier tous les méandres.

Aussi, à la différence de l'ouvrage de Vance Kepley, *In the Service of the State : The Cinema of Alexander Dovzhenko*[5], la biographie qui nous est proposée ici s'intéresse en priorité à l'individu Dovženko et accorde assez peu de place à l'analyse de ses films. Le livre s'appuie sur des sources archivistiques nombreuses, russes et ukrainiennes, sur les travaux et publications, consacrés à Dovženko, parus ces dernières années. En historien de l'Ukraine[6], l'auteur fournit dans chaque chapitre les mises au point historiques indispensables à la bonne compréhension de la vie comme de l'œuvre de Dovženko. On signalera tout particulièrement le développement sur la situation culturelle de l'Ukraine sous l'empire, ce qui permet de prendre la mesure de ce que devenir un « instituteur russe » a pu signifier pour Dovženko, ainsi que les rappels sur les aspects spécifiques de la guerre civile ou de la Grande Terreur en Ukraine. Le chapitre sur *Ščors* est particulièrement bien documenté.

Malgré le soin apporté par George O. Liber, des zones d'ombre importantes subsistent dans la biographie de Dovženko. Comme on pouvait s'y attendre, elles concernent la période de la guerre civile où, à la différence de ce qu'il a écrit dans ses nombreuses autobiographies officielles, Dovženko n'a pas d'emblée rejoint les bolcheviks, mais a d'abord rallié Petljura et a même été arrêté par la Tcheka. Les raisons pour lesquelles il a été choisi ensuite pour une mission diplomatique à l'étranger restent également mystérieuses et les années passées à Varsovie et Berlin (1921-1923) demeurent assez opaques. Le chapitre sur la période de la Seconde Guerre mondiale n'apporte pas vraiment d'éléments neufs par rapport aux publications précédentes. Il est dommage que les années 1939-1941 ne soient pas évoquées, alors que l'activité déployée par Dovženko à cette époque n'est peut-être pas étrangère à sa « chute » de 1944.

L'ouvrage de George O. Liber s'adresse en fait autant aux spécialistes de l'histoire culturelle de l'URSS qu'à ceux de cinéma. L'accent mis sur les questions d'identité nationale lui permet de rendre plus complexe, dans le cas de Dovženko, la problématique classique de l'artiste et du pouvoir et met bien en lumière ce que sa position comme ses films avaient de spécifique. De ce point de vue, il est urgent que paraisse enfin dans son intégralité le *Journal* du réalisateur, document historique et humain de première importance. Mais il est souhaitable également que voient le jour des tentatives d'évaluation sereine de son œuvre cinématographique, dont l'influence sur la génération suivante de réalisateurs russes et étrangers reste encore à déterminer.

1 – François Albera, « Alexandre Dovjenko, un siècle plus tard », *Positif*, 473-474, juillet-août 2000, p. 129-133.

2 – « Ja protiven Vam i čem-to opasen », présenté par D. Babičenko, *Istočnik*, 0, 1993, p. 122-127.

3 – « Dnevnik 1945, 1953, 1954 », présenté et traduit de l'ukrainien par E. Levin, *Iskusstvo kino*, 1989, 9, p. 46-56 ; A. Artizov, O. Naumov, éds., *Vlast´ i hudožestvennaja intelligencija : dokumenty*, Moscou, 1999, p. 498-499, 525-526.

4 – Introduction, p. 7.

5 – Madison : University of Wisconsin Press, 1986.

6 – Il est l'auteur, en particulier, de *Soviet Nationality Policy : Urban Growth and Identity Change in the Ukrainian SSR 1923-1934*, Cambridge, New York : Cambridge University Press, 1992.

Catherine Depretto

Karel C. BERKHOFF
Harvest of Despair
Life and Death in Ukraine under Nazi Rule
Cambridge : Belknap Press of Harvard University Press, 2004, 463 p.

L'historien néerlandais Karel Berkhoff, professeur au Centrum voor Holocaust en Genocidestudies à Amsterdam, propose dans cet ouvrage une véritable somme sur la vie des Ukrainiens pendant l'occupation allemande dans le cadre du Reichskom-

missariat Ukraine. Son travail représente un apport considérable qui permet de mieux comprendre l'expérience des populations des territoires occupés par les Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit là d'un champ de recherche particulièrement dynamique ces dernières années[1], notamment en ce qui concerne les territoires occupés d'Europe orientale, en particulier soviétiques[2]. Cela nous vaut une peinture saisissante du quotidien des Ukrainiens tout au long de l'occupation allemande. Ce faisant, l'auteur inclut dans son analyse une réflexion sur l'expérience des Ukrainiens sous la domination soviétique, ce que la référence évidente à Robert Conquest[3] dans le titre du livre souligne avec force.

L'étude de Berkhoff est axée sur une problématique triple : tout d'abord les objectifs des autorités d'occupation, puis le degré de cohésion ou d'atomisation de la société ukrainienne sous l'occupation, et enfin les cadres mentaux et culturels qui structurent les réponses de la population à l'occupation nazie. L'auteur s'appuie sur un corpus d'archives allemandes et ukrainiennes, provenant de fonds allemands, américains et ukrainiens, et sur un ensemble de témoignages, publiés ou recueillis par l'auteur lui-même lors d'entretiens, ce qui lui permet de véritablement donner la parole aux victimes.

L'historien commence par analyser le projet nazi, au cœur duquel il situe le concept de *Lebensraum* et la volonté de coloniser et de germaniser l'Ukraine. Les autres aspects, en particulier économiques, sont selon lui subordonnés à cet objectif premier[4]. Ainsi, l'extermination à terme de la population locale, en particulier des Juifs, des prisonniers de guerre et des habitants de Kiev, était inscrite dès l'origine dans l'idéologie nazie. Berkhoff décrit rapidement ces éléments et les structures d'occupation nazies, en se refusant cependant de façon explicite à prendre parti dans les débats sur la nature et les moteurs de la politique d'occupation allemande pour « regarder les événements à travers les yeux de ceux qui la subissaient » (p. 44).

Puis on en vient à l'expérience de la population ukrainienne proprement dite. L'auteur s'appuie sur un certain nombre d'hypothèses de départ. Il pose d'abord que « la plupart des gens, quand ils se trouvent dans une situation extrême, essaient avant tout de survivre, plutôt que de mourir en héros ou en martyrs […], les gens préfèrent ne pas s'engager du tout » (p. 5). Cette assertion est de fait au centre de sa méthode. Berkhoff refuse aussi, clairement, d'utiliser le terme de « collaboration » et ne recourt que prudemment à celui de « résistance », estimant ces catégories trop floues et trop connotées à la fois. Il insiste enfin sur l'importance de prendre en compte la période soviétique pour expliquer le comportement des populations du Reichskommissariat Ukraine. À ses yeux, le système soviétique avait rendu les Ukrainiens « égocentriques, méfiants, et apathiques » (p. 311) et avait fait disparaître toute société civile, état de fait qui aurait persisté naturellement sous l'occupation nazie. Il souligne également la persistance de la « culture de la délation » soviétique.

En ce qui concerne le degré de cohésion sociale de la société ukrainienne, l'auteur affirme que si celui-ci fut affaibli pendant l'occupation, en partie à cause de l'héritage soviétique, on n'assista pas pour autant à une véritable atomisation des rapports sociaux ; et il insiste sur la solidarité des populations, que ce soit à l'égard des prisonniers de guerre soviétiques ou pendant la famine de Kiev[5]. Quant aux

cadres mentaux et culturels qui auraient structuré les réponses de la population à l'occupation nazie, Berkhoff considère que les habitants, quoique fortement marqués par la période soviétique, se désintéressaient des questions politiques et religieuses, même si la politique nazie consistant à étouffer toute vie culturelle dans le Reichskommissariat les heurtait.

Après avoir résumé l'histoire de l'Ukraine depuis 1917, Berkhoff analyse les réactions de la population à l'invasion allemande et au départ des autorités soviétiques, qui « se comportèrent en conquérants au lieu de se comporter en dirigeants légitimes » (p. 3). Les Ukrainiens furent, sinon contents d'accueillir les Allemands, comme ce fut parfois le cas, du moins satisfaits du départ des Soviétiques, pour lesquels ils refusèrent de se battre. En effet, les désertions massives furent, aux yeux de l'auteur, le facteur principal de l'effondrement de l'Armée rouge en 1941 en Ukraine, même s'il souligne par la suite le sentiment de frustration de la population face à cet effondrement militaire et le mauvais accueil réservé aux déserteurs.

L'auteur envisage ensuite les effets de la politique « génocidaire » des nazis à l'égard des Roms, des Juifs et des prisonniers de guerre soviétiques, ainsi que les réactions de la population locale à ces violences paroxystiques. Les habitants manifestèrent de l'indifférence, voire de la satisfaction, face au sort des Juifs, même si une petite minorité d'Ukrainiens leur vint en aide et que nombre d'entre eux furent choqués par les méthodes nazies. La situation fut très différente en ce qui concerne les prisonniers de guerre. Ceux-ci rencontrèrent la sympathie générale de la population civile qui tenta de les aider par tous les moyens possibles en dépit des Allemands. Ceci prouve une fois de plus[6] que la survie des prisonniers de guerre soviétiques aurait été possible si les Allemands n'avaient pas planifié leur extermination, d'où le terme « génocidaire » utilisé par Berkhoff pour qualifier la violence nazie à leur égard.

L'historien s'intéresse ensuite aux réalités socio-économiques de la vie en Ukraine. Il montre la déception des paysans face à la politique agraire des occupants qui les exploitèrent comme une main-d'œuvre corvéable à merci et mirent en place des cadres encore plus contraignants que les Soviétiques. Situation d'autant plus pénible que la population ne pouvait accepter la violence et le mépris qui accompagnaient cette politique au quotidien. Un chapitre est consacré à la famine de Kiev, organisée par les occupants qui mirent en place un véritable blocus de la ville, maintenant les rations individuelles à un niveau inférieur à celles que recevaient au même moment les habitants de Leningrad assiégée. La ville de Kiev passa ainsi, par l'effet des évacuations, des massacres, des déportations et de la famine, de 850 000 habitants au moment de l'invasion à 220 000 en décembre 1943.

Les trois chapitres suivants sont consacrés à la vie culturelle pendant l'occupation. Dans « Popular Culture », Berkhoff montre que les occupants refusèrent constamment de lui laisser un quelconque espace dans le Reichskommissariat Ukraine, à la différence de ce qui se passait dans le Gouvernement général. Ceci fut mal ressenti par une population habituée dans l'entre-deux-guerres à une intense activité culturelle et fut particulièrement difficile pour les scientifiques et artistes ukrainiens.

L'auteur souligne ensuite le désintérêt de la grande majorité pour la politique et les idéologies, qu'il s'agisse du nazisme, du communisme ou du nationalisme

ukrainien, définissant le comportement dominant comme une « non-attitude ». Indifférents aux questions nationales, les habitants semblent s'être d'abord peu intéressés aux questions politiques, même si à partir de 1943 ils espéraient le retour de l'Armée rouge. De plus, Berkhoff insiste sur le fossé générationnel entre les jeunes, majoritairement acquis aux idées communistes ou, pour les Volksdeutsche, rapidement gagnés au nazisme, et ceux, moins perméables aux idéologies, qui avaient connu la période prérévolutionnaire. Il en arrive ainsi à la conclusion que « les idéologies totalitaires n'ont eu qu'un effet mineur sur les structures mentales des gens ordinaires » (p. 205). De même, si on assista bien à une certaine renaissance religieuse pendant l'occupation, celle-ci resta très limitée, tandis que la grande majorité de la population — en particulier les jeunes générations — resta indifférente, voire hostile, à la religion et aux institutions ecclésiastiques.

Pour finir, Berkhoff retrace la brutalité des campagnes de déportation de travailleurs vers l'Allemagne à partir de la mi-1942, lorsque les Allemands ne trouvèrent plus de volontaires pour aller travailler dans le Reich. Selon lui, elles furent la source principale de l'essor du mouvement partisan qui reprit à partir de 1943, après que les Allemands et leurs auxiliaires en eurent éliminé le premier embryon en 1941. À compter de ce moment, l'Ukraine plongea dans un cycle de violences alimenté par les actions des partisans, la terreur nazie, mais aussi les exactions des nationalistes ukrainiens de l'UPA qui se livrèrent à des exécutions massives de civils polonais et à une guerre civile contre les partisans. Fin 1943, la retraite allemande entraîna une nouvelle vague de violences, les Allemands pratiquant une politique extrême de terre brûlée qui inclut le déplacement, volontaire ou forcé, de 600 000 personnes et des exécutions massives. Le retour de l'Armée rouge, salué par la majorité des habitants, ne mit pas fin à ces atrocités, ce que Berkhoff signale, tout en arrêtant son étude à la fin de l'occupation.

Cet ouvrage constitue désormais une référence majeure pour toute étude de l'occupation en Ukraine. Berkhoff parvient à redonner la parole aux Ukrainiens et à brosser un tableau très complet de la situation des habitants du Reichskommissariat Ukraine sous occupation allemande. Certes, si les plans nazis de destruction totale des villes soviétiques et leur politique visant à affamer les populations urbaines étaient déjà connus[7], la description de la famine de Kiev leur confère une dimension nouvelle. La diversité des sources mobilisées par l'auteur lui permet de fournir un nombre important de témoignages sur tous les thèmes majeurs de l'expérience d'occupation des Ukrainiens, même si la part faite aux témoignages émanant de nationalistes ukrainiens et d'émigrés peut sembler excessive. On peut aussi regretter que l'auteur ne fasse jamais vraiment l'histoire multiethnique annoncée en introduction : les Polonais n'apparaissent qu'à la fin du livre, comme victimes des campagnes anti-polonaises de l'UPA, les Juifs sont traités dans un chapitre à part, les Roms n'ont droit qu'à une courte page, et le récit est finalement axé sur la population ukrainienne. De même, si le choix de l'auteur de ne pas utiliser les concepts de collaboration et de résistance est intéressant et permet une approche neutre des témoignages, il entraîne aussi une gêne, car il occulte ainsi toute discussion sur la collaboration dans le Reichskommissariat Ukraine pendant l'occupation. L'absence d'analyse véritable de la collaboration, liée peut-être aussi à une utilisation extensive de témoignages de collaborateurs, ne peut être complètement justi-

fiée par l'idée que celle-ci se résumait à une adaptation circonstancielle liée à l'impératif de survie.

1 – Voir par exemple Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande*, Paris : Seuil, 1997, ou l'ouvrage exemplaire de Mark Mazower, *Inside Hitler's Greece: The Experience of Occupation, 1941-1944*, New Haven : Yale University Press, 2001.

2 – Bernhard Chiari, *Alltag hinter der Front: Besatzung, Kollaboration und Widerstand in Weissrussland*, Düsseldorf : Droste Verlag, 1998, ou Christian Gerlach, *Kalkulierte Morde : Die deutsche Wirtschafts- und Vernichtungspolitik in Weissrussland 1941 bis 1944*, Hambourg : Hamburger Ed., 1999.

3 – Robert Conquest, *The Harvest of Sorrow: Soviet Collectivization and the Terror-Famine*, Londres : Hutchinson, 1986.

4 – Il s'oppose ainsi partiellement, sans entrer vraiment dans le débat, à la thèse de Christian Gerlach, *op.cit.*

5 – Il s'oppose ainsi à la thèse de Bernhard Chiari, *op.cit.*

6 – Voir à ce propos le livre majeur de Christian Streit, *Keine Kameraden. Die Wehrmacht und die sowjetischen Kriegsgefangenen 1941-1945*, Bonn : Dietz, 1992.

7 – Christian Gerlach, *op.cit.*

Masha Cerovic

Geoffrey SWAIN
Between Stalin and Hitler
Class War and Race War on the Dvina, 1940-46
Londres, New York : Routledge, 2004, 268 p.

La démarche est assurément digne d'intérêt : il s'agit de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale dans la vaste zone du pacte Molotov-Ribbentrop successivement conquise par les Soviétiques, les nazis et à nouveau le grand voisin — abordée ici à travers l'étude de la région de Daugavpils (anciennement Dvinsk) au sud-est de la Lettonie. Un choix monographique justifié par la configuration particulière de ce territoire frontalier, marqué par l'importance et la diversité des minorités résidentes (juive, russe — dont une communauté notable de vieux-croyants installés de longue date —, polonaise, biélorusse). Située au cœur de la Latgale, Daugavpils ne comprenait que 35 % de Lettons durant l'entre-deux-guerres. Outre son caractère multiethnique, la ville était devenue dans cette période le deuxième centre industriel du pays et ce, au sein d'une région essentiellement agricole peu dynamique. Diversité nationale, importants contrastes sociaux désignaient assez justement ce territoire pour soumettre à l'investigation les confrontations idéologiques entre nazisme et communisme, entre guerre de race et guerre de classes, qui se sont déroulées au cours de la Seconde Guerre mondiale à l'est de l'Europe.

La rétrospective proposée par G. Swain repose essentiellement sur la consultation d'archives (archives centrales de l'État soviétique et du parti communiste, de la République de Lettonie, de la région de Latgale et de la municipalité de Daugavpils, archives de l'occupation allemande) et sur la presse d'époque. De fait, la disparité entre la prépondérance des références à ces sources et le recours, exceptionnel, aux

travaux publiés sur la période constitue une évidence. Que ressort-il de l'entreprise ? Un exposé factuel de la guerre dans la région, à certains égards très précis (par exemple en ce qui concerne le génocide des Juifs), qui s'attache surtout aux faits et gestes des pouvoirs en place tout au long de la période considérée. On y voit comment se sont déroulés à l'échelle locale les grands scénarios, aujourd'hui bien connus, des annexions soviétiques et nazies sous des intensités, certes, variables. L'auteur souligne par exemple et à juste titre le caractère relativement mineur des déportations de juin 1941 (1 000 personnes) par rapport à d'autres régions particulièrement touchées par cette dernière grande opération répressive de l'avant-guerre soviétique. Il met également en évidence la spécificité de la politique allemande dans la région, qui visait à ménager la minorité russe tout en s'attaquant à la communauté des vieux-croyants (ces deux groupes ayant été finalement amalgamés dans la mise en œuvre des répressions).

Mais cette vaste histoire narrative, très minutieuse dans sa chronologie, est effectuée au détriment de toute véritable analyse des interactions entre les politiques conduites et les comportements de la population locale. Certes, des observations de caractère général ponctuent l'exposé : la politique instaurée par les nazis en 1941 consistant à faire apparaître le génocide des Juifs comme étant l'œuvre des « locaux » a bien conduit à une assistance lettonne aux massacres ; de même, les déplacements forcés de population vers le Reich ont eut pour effet de grossir les rangs des partisans. De tels exemples pourraient être multipliés. Mais permettent-ils pour autant d'apprécier les degrés de collaboration et de résistance des populations soumises ? En réalité, aucune tentative d'évaluation des mouvements d'adhésion ou de rejet n'est effectuée et ce, là même où la démarche serait la plus attendue, à savoir à travers la constitution de la Légion lettonne, des bataillons de volontaires russes, des services de police lettons, et, à l'inverse, des divers mouvements de résistance. Aucune donnée d'ensemble sur les formes de collaboration explicite ou sollicitée n'est fournie. Seuls apparaissent quelques chiffres au hasard des actions engagées, tandis que les plans répressifs concernant, par exemple, la population civile requise pour le travail forcé en Allemagne, sont, eux, numériquement très précis. La « seconde » période soviétique apparaît, elle, plus documentée, notamment en ce qui concerne certaines caractéristiques des cadres du nouveau régime, en particulier leur nationalité : il apparaît ainsi que les Lettons sont partout minoritaires – rejet massif du nouvel ordre soviétique par les Lettons ou imposition des éléments « allogènes » ?

À la suite de cette dense rétrospective très informée, G. Swain livre en conclusion quelques éléments d'analyse qui reposent à la fois sur une perspective comparative avec des travaux concernant d'autres territoires (notamment la région de Vinnitsa, analysée par Amir Weiner[1]) et sur la comparaison entre les deux régimes soviétique et nazi. La réflexion menée sur le déroulement de la guerre en Ukraine et en Lettonie conduit l'auteur à quelques remarques d'ensemble sur la similitude des pratiques nazies (telle l'instrumentalisation faite de la terreur soviétique), et à insister sur quelques différences majeures à la fois dans les réformes agraires effectivement mises en œuvre en Lettonie et non en Ukraine, ainsi que dans les mouvements de résistance à la soviétisation, beaucoup plus radicaux parmi les nationalistes ukrainiens que chez les Lettons. S'agissant des deux totalitarismes, l'auteur

constate que l'occupation allemande a entraîné des répressions plus importantes que le pouvoir soviétique et que la politique nazie a été plus incohérente que celle de Moscou. Pour étayer cette dernière conviction, G. Swain revient sur la contradiction entre la volonté allemande d'amadouer les minorités, en particulier la minorité russe, et la politique répressive qui a touché les Russes. Mais cette incohérence n'est-elle pas liée à la différence d'objectifs entre les dirigeants (allemands) et les exécutants (lettons) ? C'est en tout cas l'interrogation que le lecteur a en tête face à une telle assertion et qui le ramène à une question centrale que l'ouvrage, loin d'élucider, suscite en permanence. Quel est en effet l'enseignement des sources ? Celles-ci permettent-elles de clarifier, dans une entreprise de micro-histoire, le comportement de la population locale ? On ne peut que regretter le silence de G. Swain à ce propos. Ses affirmations relatives à « la faible minorité qui a participé aux guerres entre 1940 et 1946 » ne peuvent convaincre dans les dernières pages du livre après un exposé aussi allusif sur la période nazie, tant à l'échelle des administrations mises en place que des personnels investis dans ces appareils ou dans les organes policiers et militaires. En quoi réside l'analyse de la confrontation idéologique des deux totalitarismes invoquée par l'auteur, si, de fait, les acteurs, fussent-ils aussi des victimes, n'apparaissent qu'en pointillé ?

1 – A. Weiner, *Making Sense of War : The Second World War and the Fate of the Bolshevik Revolution*, Princeton : Princeton University Press, 2001.

Catherine Gousseff

Valters NOLLENDORFS, Erwin OBERLÄNDER, eds.
The Hidden and Forbidden History of Latvia under Soviet and Nazi Occupations, 1940-1991
Selected Research of the Commission of the Historians of Latvia
Riga : Institute of the History of Latvia, 2005, 383 p.
(Symposium of the Commission of the Historians of Latvia, 14)

Ce volume d'articles, publié sous l'égide de la Commission internationale d'historiens mise en place par le gouvernement de la République de Lettonie en 1998, aborde tout un ensemble de questions « sensibles » relatives aux deux grandes occupations, nazie et soviétique, qui ont marqué l'histoire de ce pays balte au XX^e^ siècle. Quatorzième de la série, ce volume s'inscrit dans un ensemble déjà fort conséquent de publications encore malheureusement largement méconnues en Occident et notamment en France.

Les apports de ce volume sont nombreux, tout particulièrement en ce qui concerne les deux parties consacrées à l'occupation nazie et à la question de l'Holocauste en Lettonie. Les deux parties consacrées aux occupations soviétiques, celle, brève, de 1940-1941, et celle, beaucoup plus longue, de 1944 à 1991, sont en revanche plus convenues. Il est vrai que la question de la soviétisation des pays baltes (surtout dans ses aspects répressifs) a commencé à être, depuis quelques

années, bien explorée par un certain nombre d'historiens russes. On connaît assez bien aujourd'hui, grâce en particulier aux historiens proches de l'association Memorial, le déroulement des grandes déportations de juin 1941 et de mars 1949. Sur ces événements, les articles de Rudite Viksne et de Janis Riekstins confirment, sur la base d'archives différentes de celles consultées par leurs collègues russes, des faits et des chiffres déjà connus. Peut-être trop rapide, la belle synthèse de Heinrihs Strods, sur la soviétisation de la Lettonie dans les années d'après-guerre, clarifie utilement les trois grandes étapes de ce processus : 1944-1946 — établissement des structures politiques, administratives et militaires ; 1947-1950 — la collectivisation permet le contrôle du « pays profond », pour l'essentiel rural, là où l'opposition à la soviétisation est la plus forte ; enfin, à partir de 1950, c'est l'industrie lettonne qui est « mise au service » du développement industriel soviétique, par un processus d'intégration économique. Les articles de synthèse (parmi lesquels on citera aussi l'autre article de Strods, consacré au phénomène de la résistance à la soviétisation, ou celui de Daina Bleiere sur la colonisation russe) sont d'autant plus utiles qu'ils présentent systématiquement un état de l'historiographie — communiste, exilée, « postsoviétique » — sur la question.

Toutefois, les articles les plus intéressants sont ceux qui s'attaquent aux questions les plus délicates pour la mémoire nationale, en particulier celle de la collaboration avec l'occupant nazi ou la participation des Lettons à l'Holocauste. Plusieurs études analysent, notamment du point de vue de la micro-histoire, ce qui s'est passé durant les quelques jours cruciaux (fin juin-début juillet 1941) de « l'interrègne », entre le départ des troupes soviétiques et l'arrivée de la Wehrmacht. Quelle a été l'ampleur, durant ces jours — parfois même ces heures, cruciales –, des pogroms commis à l'instigation de comités locaux et impliquant la population locale ? Comment se sont comportés alors, dans les bourgs et les petites villes, les « voisins » ? Particulièrement remarquables à cet égard sont les articles de Dzintars Erglis (« A Few Episodes of the Holocaust in Krustpils: A Microcosm of the Holocaust in Occupied Latvia ») et de Juris Pavlovics (« Change of Occupation Powers in Latvia in Summer 1941: The Experience of Small Communities »). Si des pogroms ont bien eu lieu avant l'arrivée des troupes allemandes, c'est l'arrivée de celles-ci qui démultiplie les massacres. D'emblée, les autorités d'occupation assignent aux « unités d'autodéfense » lettonnes la tâche de traquer l'ensemble de la population juive, de la regrouper, de la convoyer vers les lieux de massacre de masse, la mise à mort étant, en général, effectuée par les Allemands eux-mêmes, les unités les plus diverses (et non pas les seuls Einsatzgruppen*)* étant directement impliquées dans le massacre. Karlis Kangeris analyse en détail la formation, le développement, les modes de recrutement et la sociologie des « unités fermées » de la police lettonne, les Lettische Schutzmannschafts-Bataillone, au total 48 bataillons, soit 15 000 hommes, chargés de traquer les Juifs en Lettonie. Autre formation passée au crible de la recherche par Inesis Feldmanis, la fameuse Légion lettonne de la Waffen-SS. L'auteur replace, fort à propos, l'histoire de cette légion dans l'ensemble des unités non allemandes de la Waffen SS, rappelant qu'en 1944, 57 % des 900 000 SS n'étaient pas des Allemands. Particulièrement éclairante est aussi l'étude consacrée, par Rudite Viksne, au sinistre Commando Arajs, à partir des sources soviétiques conservées aux archives du KGB. L'analyse des

352 dossiers de membres du commando jugés, entre 1944 et 1967, par les tribunaux d'exception soviétiques, permet de faire une belle étude prosopographique. Il en ressort un tableau tout en nuances des motivations qui ont amené de jeunes Lettons, issus souvent d'un milieu éduqué, à s'engager dans ces unités spécialisées dans la traque aux « judéo-bolcheviks ».

Des études rassemblées dans ce recueil se dégage un tableau mesuré et complexe des engagements et des itinéraires personnels face à deux occupations, de nature et de temporalité très différentes. On constate, à travers cet ouvrage, tout le chemin parcouru depuis une quinzaine d'années par les historiens lettons pour se dégager des stéréotypes, assumer les parts d'ombre de l'histoire nationale et analyser avec lucidité le demi-siècle particulièrement tragique qu'ont connu une société et un pays pris en otages par deux systèmes totalitaires.

Nicolas Werth

Balázs APOR, Jan C. BEHRENDS, Polly JONES, E. A. REES, eds.
The Leader Cult in Communist Dictatorships
Stalin and the Eastern Bloc
Basingstoke, New York : Palgrave Macmillan, 2004, 298 p.

Klaus HELLER, Jan PLAMPER, eds.
Personality Cults in Stalinism
Personenkulte im Stalinismus
Göttingen : V&R Unipress, 2004, 472 p.

Nous sommes habitués aux images de foules enfiévrées saluant le leader d'un État communiste. Néanmoins, un passage du journal intime de Kornej Čukovskij a de quoi laisser rêveur. L'écrivain n'avait rien d'un inconditionnel du bolchevisme ; pourtant, en 1936, il décrit la joie extatique qui s'empara de lui à la vue de Staline. Čukovskij ne se croyait pas capable d'un tel débordement d'émotion. Son ami Boris Pasternak, également présent, partageait ses sentiments et lui chuchotait des paroles exaltées. À en croire le journal, les deux écrivains jubilaient…

On a peu étudié la dévotion vouée aux dirigeants communistes. Les livres recensés ici sont issus de colloques dont la thématique centrale portait sur le culte des leaders communistes.

Balázs Apor et ses collègues brossent un panorama du culte des dirigeants suprêmes en Allemagne de l'Est, Pologne, Hongrie, dans les Balkans et bien entendu en Union soviétique. En Europe de l'Est, la glorification des meilleurs élèves de Staline n'a pas toujours suivi le modèle soviétique et l'effet n'était pas nécessairement comparable à celui obtenu dans le grand pays frère.

Isabella Main, Marcin Zaremba et Jan C. Behrends expliquent qu'il n'était pas facile de susciter l'enthousiasme des masses en Pologne où le parti a néanmoins persévéré, jusqu'en 1980, dans sa velléité de rendre populaires les premiers secré-

taires. Behrends montre qu'il fallait éviter que la mise en scène de la dévotion à Stalin en RDA ne ressemblât trop au culte de Hitler, mais le résultat laissa à désirer. Árpád von Klimó et Balázs Apor soulignent que la confection de l'image du père intrépide, modeste et bienveillant des Hongrois resta artisanale. Dans les pays de l'Est, les machines de la propagande avaient manqué de temps pour être bien rodées et la période du haut stalinisme fut trop brève pour que le culte envahisse le quotidien des populations.

Tel ne fut pas le cas en URSS. E. A. Rees prend l'exemple soviétique pour montrer que les privations que la population eut à endurer ne furent pas propices à l'élaboration d'un consensus autour du régime ; mais que, malgré tout, l'État-parti réussit à rassembler les masses en utilisant une figure fédératrice. Selon l'auteur, les traditions prérévolutionnaires jouèrent un certain rôle dans la réception du message, mais selon une formulation savamment modernisée.

Benno Ennker, dans sa contribution au livre d'Apor *et al.* qu'il poursuit dans le deuxième ouvrage, décrit un processus complexe où l'entourage immédiat de Stalin est à l'origine de la vénération institutionnalisée du guide. Ce sont ses lieutenants qui l'élaborent, de manière plutôt empirique, à la fois parce qu'ils reconnaissent le pouvoir du chef et qu'ils sont en compétition permanente pour gagner ses faveurs.

Les travaux de Malte Rolf, également présents dans les deux recueils, changent de perspective. Rolf explore le culte des dirigeants locaux et l'espace où se déploient les rites autour de leurs personnes. Dans le modèle qu'il élabore, la célébration des émules de Stalin fonctionne comme une stratégie de communication : il s'agit de signaler que le pouvoir des chefs locaux n'a pas moins d'importance que celui de la capitale.

L'étude de Catriona Kelly porte sur la diffusion de l'image de Stalin comme garant d'une enfance heureuse. Si ce portrait ne manquait pas de fasciner les plus jeunes, ses dimensions devenaient écrasantes et il risquait de s'édulcorer avec le temps. Le Stalin de Sarah Davies comprend bien les avantages du culte qui lui est voué, autant que le risque qu'il ne tourne au ridicule ; si bien qu'il s'efforce d'apparaître comme un politicien modeste, conscient toutefois de son importance, et de répéter, même à ses collaborateurs les plus proches, que l'histoire n'est pas l'œuvre de personnalités éminentes. Le Stalin de Jan Plamper transcende les barrières nationales de l'URSS multiethnique. Sa gloire est chantée dans toutes les langues du pays. Mais si son habit, avant la guerre, rappelle la tenue de simple soldat, après la victoire, il porte l'uniforme du généralissime et apparaît comme dirigeant supranational, père de tous les peuples.

L'ouvrage que Plamper a édité avec Klaus Heller est ambitieux. Les éditeurs s'aventurent au-delà de la sphère soviétique et donnent la parole à des auteurs qui repensent l'expérience de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie. De même, les contributeurs ne se limitent pas au culte de Stalin en tant que tel. Ils explorent l'arrière-fond historique ainsi que les représentations de Stalin dans les pièces de théâtre et dans les films. Quittant les sentiers battus, ils vont jusqu'à chercher les traces du dictateur dans des jeux de rôle que la propagande porte aux nues.

L'introduction de Plamper est dans l'esprit de ce vaste projet. L'objectif est de rechercher les racines de la vénération moderne des hommes illustres dans le

dévouement romantique à l'individu génial et de remonter à la généalogie du terme « culte de la personnalité » jusqu'au début du XXe siècle. Il s'agit aussi de revisiter les interprétations traditionnelles du charisme des grands chefs : hypothèses des constantes anthropologiques, de la religion politique et du recours utilitaire à une autorité absolue. L'auteur exprime ses réserves quant à la validité de ces approches. Il souligne le caractère syncrétique du culte de Staline, qu'on a quelque mal à réduire aux schémas habituels.

Plamper consacre un chapitre au culte est-allemand du leader soviétique, qui témoigne du caractère multidimensionnel du phénomène. Ses origines remontent à l'attente d'un homme providentiel aux temps wilhelmiens, puis à l'époque de Weimar et même jusqu'à la République fédérale. Le mouvement ouvrier allemand avait par tradition le culte de ses héros et de ses dirigeants, de sorte que les communistes purent se passer du modèle soviétique. Le conditionnement de la population à l'enthousiasme pour Hitler n'était pas sans importance, quoiqu'il pût, appliqué au commandant suprême des vainqueurs, susciter l'hostilité. Les réactions ambiguës à des événements comme la mort de Staline montrent que rien ne serait plus simpliste que de penser l'attitude des masses en termes dichotomiques.

Simonetta Falasca-Zamponi explique qu'il est difficile de comprendre le culte de Mussolini sans prendre en compte les techniques cinématographiques utilisées pour créer son image. Elle relève la conjonction du grand spectacle, du politique et de la culture de masse qui métamorphosait les citoyens en consommateurs d'un divertissement populaire. Henning Bühmann met également l'accent sur les aspects médiatiques de la présentation de Hitler comme créateur d'une Allemagne nouvelle. Les propagandistes nazis se sont inspirés de l'année liturgique chrétienne en instituant un cycle de fêtes qui commémoraient l'histoire du parti national-socialiste et qui culminaient en une parade gigantesque présidée par le Führer. Il s'agissait d'établir un lien personnel entre les masses et Hitler, lien qui ne pouvait fonctionner que jusqu'aux défaites militaires du régime. Bühmann rappelle que le concept weberien du pouvoir charismatique s'accommode mal avec le cas nazi. Selon Weber, l'autorité charismatique procède de qualités personnelles authentiques et n'a pas besoin de médiatisation. Les historiens de l'URSS pourraient méditer ce raisonnement.

Barbara Walker se penche sur un précédent notable du culte soviétique du leader. Les cercles et les réseaux personnels des élites professionnelles et intellectuelles de l'époque prérévolutionnaire sont inimaginables sans les célébrités qui les guidaient et qui étaient révérées en tant que mentors. Ce n'est pas un hasard si Staline a acquis l'épithète de « maître ». Tout autant que l'intelligentsia de l'Ancien Régime, les bolcheviks éprouvaient le besoin d'être rassemblés autour d'un guide. Irina Paperno estime qu'un intellectuel sophistiqué comme Čukovskij n'était pas forcément un adepte docile. Mais il suffisait qu'il accepte le système soviétique comme une nécessité historique pour que Staline lui apparaisse comme la personnification d'un processus irrésistible qui n'est pas sans rappeler l'œuvre divine. Incarnation d'un projet grandiose, la figure de Staline finissait par posséder une force d'attraction quasi charnelle qui attachait l'individu au pouvoir. Paperno interprète les textes dans lesquels les intellectuels en venaient à dénoncer Staline comme l'expression d'une volonté de rompre un lien émotionnel en se détachant du vécu soviétique.

Ursula Justus conclut que les auteurs de théâtre avaient fort à faire pour que l'icône canonique de Stalin prenne vie sur scène. En revanche, le cinéma était le medium rêvé pour ranimer l'icône. Nikolas Hüllbusch fait revivre le leader cinématographique ainsi que les scénarios et les images habilement agencés pour populariser ses vertus. Dans l'imagerie des Soviétiques, le Stalin du cinéma remplaçait le dirigeant inaccessible.

Ljubov´ Orlova, l'actrice culte du cinéma stalinien, correspondait à cet idéal. L'analyse d'Oksana Bulgakova ne s'arrête pas à l'héroïne des films, dans lesquels une modeste travailleuse accède aux sommets de la gloire grâce à ses efforts et à la générosité du pouvoir soviétique. L'auteur va au-delà pour faire ressortir la subtilité des techniques publicitaires mises en œuvre et le personnage qu'elles ont créé. On a produit une comédienne fort attirante dont la séduction toutefois ne devait pas dépasser les limites étroites que le régime avait tracées à tout ce qui ressemblait à de l'érotisme.

Il importait par ailleurs que l'exemple de la plus illustre vedette de l'URSS soit consacré par la tradition historique. Ce n'est pas un hasard si c'est au cinéma qu'a incombé la tâche de suggérer que le patron du Kremlin était l'héritier légitime des lauriers d'un souverain mémorable. Frithjof Benjamin Schenk suit le destin d'Aleksandr Nevskij au pays des Soviets : après avoir été honni dans un premier temps comme autocrate chauvin, oppresseur de la nation et saint d'une Église que les bolcheviks haïssaient, il a fini par être célébré à la veille de la guerre comme homme d'État clairvoyant, patriote ardent, père généreux du peuple et défenseur valeureux de la Rus´. Schenk décrit également les péripéties du scénario de Sergej Ejzenštejn et Petr Pavlenko, qui durent adapter leur récit au cours politique du régime. À l'origine, le film sur Aleksandr Nevskij devait se terminer par la mort du héros. En haut lieu, on fit néanmoins savoir qu'un bon prince ne devait pas mourir.

Une question demeure, qui mérite réflexion. On peut se demander dans quelle mesure le terme de « culte de la personnalité » suffit à rendre compte de la problématique des deux ouvrages. Jan Plamper note que l'usage qu'en font les historiens de l'époque soviétique remonte aux diatribes de Nikita Hruščev en 1956. Il ajoute que la formule fut vite reprise pour désigner, comme il l'écrit, « la glorification comme quasi-dieu d'un leader politique moderne par le biais de techniques médiatiques et par une adulation populaire excessive ». L'auteur note qu'il suffit d'enlever le terme « leader politique » pour que la définition porte sur n'importe quelle vedette du monde du spectacle.

Par conséquent, ces deux volumes dépassent très largement l'analyse du culte de la personnalité. Cette expression est loin de rendre compte, entre autres, de la tradition et du contexte historique des sociétés qui produisent des guides, d'un panthéon où plusieurs divinités profitent de l'auréole du démiurge, ainsi que d'un système où l'exaltation du grand homme est censée masquer les privations et la terreur. Elle ne fait même pas allusion à la personnalité réelle, aux facultés qui prédisposent un simple mortel à devenir l'objet d'un culte et à la psyché d'un homme d'État qui devient idole.

Il ne serait certainement pas inutile de tout faire pour s'éloigner de la terminologie qu'appliquent les acteurs historiques, à partir du moment où le chercheur choisit de ne pas l'expliquer dans son contexte immédiat. Le recours aux stéréo-

types discursifs d'une période historique donnée comporte le risque de ne saisir que les représentations collectives d'un temps révolu et d'obscurcir les phénomènes du passé en tant que tels.

N'oublions pas cependant que nous assistons à l'ouverture d'un chantier prometteur. Il faut souligner l'aspect pionnier de ces travaux et souhaiter qu'ils soient poursuivis.

Gábor T. Rittersporn

Lada Vladimirovna SILINA
Nastroenija sovetskogo studenčestva, 1945-1964
[L'état d'esprit des étudiants soviétiques, 1945-1964]
Moscou : Russkij Mir, 2004, 233 p.

Le titre de l'ouvrage semble l'inscrire d'emblée dans le courant de l'historiographie actuelle, et ce pour plusieurs raisons. Axé sur un groupe de population défini et facile à cerner, ce travail fait partie des études sur le quotidien, sur le vécu d'individus ordinaires, qui permettent de compléter les travaux d'histoire politique. Cette démarche implique également une ouverture de l'histoire à des méthodes empruntées à d'autres sciences sociales.

Le terme d'« état d'esprit » va également dans ce sens. En effet, pour plusieurs historiens russes d'aujourd'hui, il s'agit d'une composante du quotidien[1]. Cette expression, floue, renvoie à la fois à l'opinion publique, à des prises de position déclarées vis-à-vis d'événements politiques, à des rumeurs diffuses et inclut parfois des formes d'expression non verbales, comme des comportements sciemment déviants. La diversité des phénomènes qu'englobe ce concept en fait précisément un instrument adéquat pour analyser le quotidien. Encore faut-il en définir d'emblée les limites, la signification et la portée. Il s'agirait, selon L. N. Silina qui ouvre le livre par cette définition, de « l'état spirituel de la société, ses aspirations et ses penchants, ses nécessités et ses besoins ».

Enfin la période traitée, qui regroupe l'après-guerre et l'époque Hruščev, laisse à penser que l'auteur s'inscrit dans l'historiographie actuelle qui récuse une compartimentation faisant de la mort de Stalin une fracture absolue.

L'horizon d'attente est ainsi posé : il s'agit d'une période « charnière », au cours de laquelle « se produit une réévaluation massive des valeurs » (p. 3) et l'ouvrage va s'efforcer de saisir l'insaisissable, l'état d'esprit d'un groupe, conditionné, selon Silina, par la réalité sociale et politique, et qui l'influence également en retour.

Peut-on à la lecture du livre estimer cette tentative réussie ?

Le plan de l'ouvrage n'est pas exempt d'une certaine rigidité, imputable aux exigences académiques du mémoire de thèse dont cet ouvrage est issu. L'auteur commence par décrire ses sources et place son travail dans un triple contexte bibliographique, passant en revue tout d'abord les écrits consacrés aux étudiants en tant que groupe social, puis les ouvrages analysant l'opinion publique en général et les

modalités de son expression en URSS en particulier, et enfin les travaux d'historiens concernant l'après-guerre, la guerre froide et la période de la dissidence.

Ce préalable est suivi d'un chapitre introductif consacré aux « étudiants soviétiques en tant que phénomène social ». L'auteur tente de saisir la spécificité du milieu social étudié en se fondant sur des données statistiques publiées en URSS en 1971 et en 1977. Il en ressort que c'est un groupe qui s'accroît de manière sensible après la guerre et dont la composition est hétérogène, tant du point de vue de l'âge et de l'origine sociale ou géographique que du vécu préalable (la différence entre ceux qui commencent leurs études supérieures tout de suite après l'école secondaire et ceux qui ont fait la guerre entre ces deux étapes est soulignée à plusieurs reprises). L'autre spécificité de ce groupe social, d'après l'auteur, est son interaction avec les instances d'encadrement comme le *Komsomol* et le PCUS.

Les deux chapitres suivants décrivent les « humeurs » (traduction littérale de *nastroenija*) des étudiants à proprement parler et sont structurés en fonction des événements politiques. Le chapitre III est en effet consacré aux premières années de l'après-guerre et englobe en réalité la période stalinienne, tandis que le quatrième concerne la période 1953-1964, marquée par l'ascension puis la chute de Hruščev. L'organisation de ces sections suit le même fil conducteur, ce dont témoignent les sous-titres[2]. On peut donc reprocher à l'ouvrage de construire une réflexion sur le social à partir d'une chronologie d'histoire politique. On se prive par là d'une périodisation alternative, qui serait fondée sur ces mêmes phénomènes sociaux, mais en décalage par rapport aux décisions qui visent à les réguler. D'ailleurs, ce cadrage influe sur la conception même de l'objet d'étude. Qui nierait que la politique de l'État a exercé une influence non négligeable sur les diverses composantes de la société soviétique ? Cependant, réduire l'analyse de cette dernière à l'étude de ses réactions face à la politique revient à lui dénier une dynamique propre et à négliger des facteurs non politiques. L'objet étudié en sort appauvri.

Notre remarque est confortée par la manière dont le groupe analysé est présenté dans l'ouvrage. Une fois défini comme « la partie la plus intellectuelle [de la jeunesse] […], ceux qui détiennent dans leurs mains l'avenir du pays » (p. 4), celui-ci ne semble plus poser de problèmes de définition à l'auteur. Or n'observe-t-on pas dans certains chapitres un amalgame entre ceux qui se désignent, ou sont désignés, comme « jeunes », comme « Komsomols » ou comme « étudiants » ? Par exemple, au chapitre III.7, consacré aux réactions des étudiants face à la mort de Stalin, la source principale est constituée par des périodiques « pour jeunes » (p. 87) — essentiellement *Komsomol´skaja pravda* —, où s'expriment à la fois étudiants, écoliers et jeunes travailleurs (p. 96-97), et dont la parole est citée au même niveau, comme celle des « étudiants ». Certains événements, comme le VI[e] Festival international des étudiants et de la jeunesse (p. 121), ou les récitals de poésie, place Majakovskij (p. 123), sont cités comme des manifestations estudiantines, sans que la question de la composition réelle de l'assistance soit posée. De manière plus générale, les opinions du groupe étudié sont souvent présentées comme reflétant celles de la population dans son ensemble. Le lecteur en est amené à se demander ce que c'est qu'être étudiant et ce que cela implique en termes de modes et d'espaces d'expression. Mais à ces questions, l'ouvrage ne fournit que des éléments de réponse sporadiques.

S'interrogeant peu sur la spécificité du groupe étudié, l'auteur n'exploite pas les possibilités que lui offrirait cette différenciation. En effet, certains clivages du milieu étudiant ne sont que brièvement évoqués dans la deuxième partie. On pourrait se demander, par exemple, de quelle manière le type d'établissement (école d'ingénieurs, institut pédagogique, université à vocation généraliste), ou le régime des études (temps plein, cours du soir, externat) influe sur les prises de position des étudiants, ou sur ce qui permet la formation de groupes informels générateurs d'opinions au sein des établissements. À l'inverse, l'ouvrage se cantonne dans une démarche descriptive qui, si elle a l'avantage de présenter en détail certaines formations, ne permet cependant pas d'établir un lien entre les éléments cités. Ainsi, les sociétés secrètes d'étudiants sont énumérées aussi bien dans la partie consacrée aux années 1945 que pour la période Hruščev, sans qu'aucun parallèle soit tracé entre tous ces groupes. Il en résulte une vision fragmentaire du temps et de l'espace. Ces divers groupes se connaissaient-ils entre eux ? Avaient-ils entendu parler les uns des autres ? Prenaient-ils position les uns par rapport aux autres ? En les décrivant uniquement dans leur rapport d'opposition au pouvoir, l'auteur perd de vue de possibles convergences à l'intérieur du groupe étudié.

Ce questionnement insuffisant quant à l'objet d'étude va de pair avec un autre écueil essentiel, à savoir l'absence de recul par rapport aux catégories d'analyse utilisées par les instances encadrantes. L'exemple le plus flagrant concerne la déviance. Alors que les sources auraient pu permettre d'étudier la façon dont les normes comportementales sont définies et négociées entre étudiants et institutions, l'auteur se contente de citer — en guise de preuve d'existence de comportements déviants — les documents qui signalent, par exemple, « des cas fréquents de beuveries, des comportements amoraux, des occurrences d'infraction au régime d'études, le mépris du collectif, le nihilisme affiché dans l'approche de la réalité soviétique » (p. 110). Les termes indigènes sont ensuite repris tels quels dans l'analyse, assortis d'explications d'ordre psychologique ou de jugements de valeur. C'est le cas, par exemple, de l' « alcoolisme » signalé par le Comité central du *Komsomol*, et qui est ensuite évoqué comme un fait avéré, sans que les frontières floues et la subjectivité de ce concept soient évoquées : « L'alcoolisme croissant parmi les jeunes, y compris parmi les étudiants, pendant les premières années de l'après-guerre, a une explication logique : [l'amertume des pertes, les dures épreuves psychiques et physiques] […]. Cependant, certains anciens combattants ont bien trouvé des forces pour commencer une vie nouvelle et surmonter leurs peines » (p. 49).

Pour conclure, le livre dresse un vaste panorama des comportements et des prises d'opinion d'un groupe social mouvant et peu défini, celui des étudiants. Il mobilise pour cela une très large palette de sources, croisant des documents d'origine institutionnelle (divers fonds du RGANI et du RGASPI concernant l'action du PCUS dans le domaine de la politique visant les étudiants, certains fonds de l'organisation du *Komsomol* conservés au RGASPI, des fonds des cellules locales du PCUS au sein des facultés, qui se trouvent dans les archives municipales de Moscou, etc.) et des documents privés, tels que journaux intimes, mémoires, éléments de correspondance, entretiens. Les citations de la presse périodique étayent également l'analyse dans une très large mesure.

Cependant, prisonnière de catégories indigènes et d'un schéma explicatif binaire qui oppose résistance et conformité au pouvoir, l'auteur n'arrive pas à dépasser le niveau purement descriptif, laissant le lecteur sur sa faim quant aux mécanismes sociaux qui auraient conduit à la formation de tel ou tel foyer d'opinion. De plus, en construisant son raisonnement autour des événements politiques, l'auteur renonce d'emblée à ce que le titre de son ouvrage semblait promettre : étudier les étudiants en tant que milieu autonome, certes conditionné en partie par les instances de pouvoir, mais pas entièrement défini par elles.

1 – Cf. par exemple, E. Zubkova, *Poslevoennoe obščestvo : politika i povsednevnost´, 1945-1953*, Moscou : ROSSPEN, 2000, ou N. B. Lebina et A. N. Čistikov, *Obyvatel´ i reformy : kartiny povsednevnoj žizni gorožan*, Saint-Pétersbourg : Dmitrij Bulanin, 2003.

2 – « Réactions des étudiants au début de la guerre froide », « Critiques des étudiants vis-à-vis de la politique nationale », « La personne de Stalin dans la conscience des étudiants et réactions à la mort du "chef" » (ch. III) ; « Lutte pour le pouvoir et réactions des étudiants soviétiques », « Réactions des étudiants au rapport Hruščev intitulé "Le culte de la personnalité et ses conséquences" », « Réactions des étudiants à la démission de Hruščev » (ch. IV).

Bella Ostromoukhov

Dan HEALEY
Homosexual Desire in Revolutionary Russia
The Regulation of Sexual and Gender Dissent
Chicago, Londres : The University of Chicago Press, 2001, 392 p.

L'ouvrage de l'historien Dan Healey apporte une contribution importante à l'histoire de l'homosexualité en même temps qu'à l'histoire soviétique. S'il parcourt une chronologie qui mène des années 1870 à la chute du régime communiste, l'essentiel du livre est consacré aux premières décennies du XX^e^ siècle, avec les deux tournants que constituent la dépénalisation de la sodomie en 1922 et sa « repénalisation » en 1933-1934. Cette recherche, fondée sur l'exploration d'archives récemment devenues accessibles, ouvre à partir d'un matériau empirique très riche, tout particulièrement du côté des documents policiers et médicaux, des perspectives nouvelles et stimulantes. Elle en reste toutefois tributaire, non pas seulement parce que l'auteur reconnaît ne pas toujours être en mesure de répondre aux questions qu'il pose (ainsi, pour expliquer la soudaine mobilisation du pouvoir contre l'homosexualité masculine en 1933), mais aussi, plus fondamentalement, parce que cette histoire est finalement moins celle du « désir homosexuel », en dépit du titre, que de sa « régulation », conformément au sous-titre.

La première partie présente la préhistoire de l'homosexualité soviétique, ou plutôt des homosexualités, car l'histoire n'est pas la même selon qu'il s'agit des hommes ou des femmes — et c'est l'un des fils conducteurs de cet ouvrage, même si, comme la société dont il traite, l'auteur est amené à s'intéresser davantage à l'homosexualité masculine. On découvre ainsi la figure traditionnelle des pratiques

sexuelles entre hommes fondées sur l'inégalité et la dissymétrie (maîtres et serviteurs, artisans et apprentis, ou bien, dans le monde des bains ou des taxis, les clients requérant aussi des services sexuels), mais aussi, dans une logique de modernisation de la Russie, en particulier dans les deux capitales où elle commence à prendre forme, Saint-Pétersbourg et Moscou, l'émergence d'une culture nouvelle, une sous-culture urbaine qui permet de parler véritablement d'homosexualité, avec ses rôles différenciés qui rappellent le « gay New York » de la même époque, étudié par l'historien George Chauncey dans un ouvrage déjà classique[1] — la « tante » efféminée (*tetka,* en anglais *fairy*), le « vrai homme », soldat ou marin viril (*ženonenavistnik*, en anglais *trade*), et celui, au statut incertain, qui se fait ou se laisse payer, « pédéraste pour l'argent ». Du côté des femmes, bien moins autonomes, on est loin d'une culture lesbienne de salon, comme à Paris ou à Berlin dans les mêmes années ; les pratiques sont confinées dans l'univers féminin des bordels, ou protégées dans le cercle privé des familles.

L'homosexualité posait moins problème en Russie qu'en Grande-Bretagne ou en Allemagne, ou même en France : sans doute la sodomie y était-elle interdite depuis 1835, mais le régime tsariste ne s'embarrassait guère d'une police des mœurs, l'Église orthodoxe marquait plus d'indulgence ou d'indifférence à l'endroit de l'homosexualité que l'Église catholique et, dès lors que l'homosexualité relevait moins de la médecine légale que de la psychiatrie, la Russie au début du XX^e^ siècle connaissait en la matière un régime que Dan Healey résume en deux termes : « euphémisme et discrétion ». La dépénalisation de 1922 doit du reste être comprise dans l'histoire plus longue de sa remise en cause, au nom de la modernisation, avant comme après la révolution de 1917. D'un côté en effet, les communistes, à commencer par Lenin, se reconnaissent sans doute dans une vision de la sexualité qui est moins « libertaire » que « rationalisée ». D'un autre côté pourtant, Dan Healey se range du côté de Laura Engelstein et s'écarte de Simon Karlinsky : la dépénalisation dans le Code pénal de 1922 ne serait pas accidentelle, mais intentionnelle ; elle s'inscrirait dans la logique du « consensus moderniste » entre juristes libéraux, sociaux-démocrates et bolcheviks — d'autant plus remarquable par contraste avec l'Allemagne et l'Angleterre contemporaines, où ce « crime » reste passible de longs emprisonnements.

En Russie soviétique, la clinique peut prendre le relais de la prison : les pratiques homosexuelles apparaissent dès lors comme des signes de « perversion », plutôt que de « perversité ». La médecine définit ainsi l'homosexualité, en opposant le rôle passif, supposé congénital, au rôle actif, qui serait acquis. On le devine : moins pathologique, le second se prêterait mieux à la démarche thérapeutique que le premier, puisqu' il s'éloigne moins des normes de *gender*. Car c'est aussi l'une des richesses de ce livre : la sexualité est toujours comprise dans son articulation avec le genre — dans la société, et dans la lecture qu'en propose Dan Healey. Ce qui pose problème dans l'acte homosexuel, c'est donc surtout l'homme efféminé — plus que l'homme viril bien sûr, mais plus aussi que la femme « masculine ». Ce personnage dévirilisé et le malaise qu'il suscite sont donc renvoyés dans l'altérité culturelle des « malheureux *bachi* du Turkestan », jeunes travestis à la fois « étrangers » et « rétrogrades ». Par contraste, pour les femmes, la masculinisation peut apparaître en termes positifs, y compris sous forme travestie,

et jusque dans les rangs de l'armée, comme une figure de la modernisation révolutionnaire : n'est-on pas prêt alors, dans des cas exceptionnels, à tolérer les mariages entre femmes ?

Le deuxième plan quinquennal, en appelant à « débiologiser » les sciences humaines, préparait déjà le terrain : en matière d'homosexualité, la médecine pouvait être dépossédée de son objet. Au début des années 1930, la purge du parti communiste, traduction politique de la crise économique et sociale, affecte également les « anormaux », et les boucs émissaires que sont les homosexuels de sexe masculin sont parmi les victimes. Dan Healey rappelle toutefois que la répression nouvelle doit être envisagée non seulement dans une logique nationale, mais aussi internationale. L'Allemagne nazie s'engage alors dans la dénonciation d'une homosexualité « enjuivée », qu'incarne la volonté émancipatrice de Magnus Hirschfeld. En retour, les communistes allemands vont se démarquer, après l'incendie du Reichstag, de toute influence homosexuelle — jusqu'à dénoncer l'homosocialité (cette sociabilité intime entre hommes), jugée sulfureuse, d'Ernst Röhm à la tête des SA. Plus discrète, la dépénalisation de l'homosexualité en Union soviétique, en 1933-1934, doit donc se comprendre dans ce contexte. Cette internationalisation avait déjà eu pour centre l'Allemagne, au début du siècle, avec le procès Eulenburg ; dans les années 1950, elle se jouera à partir des États-Unis, en réaction au communisme, avec le maccarthysme[2].

La question se pose depuis lors en Union soviétique — et des communistes étrangers la posent à Stalin : « Un homosexuel peut-il être membre du parti ? ». Il ne faut toutefois pas exagérer la singularité de la question homosexuelle : Dan Healey le rappelle, la dépénalisation s'inscrit dans le cadre d'une politique nouvelle qui n'est pas seulement d'hétérosexualité obligatoire, mais aussi de maternité obligatoire, et plus généralement de valeurs familiales soviétiques. Au fond, c'est la même logique qui prendra forme en France sous Vichy, la politique de la sexualité étant pareillement indissociable d'une politique du *gender*, avec une semblable inscription dans la biologie[3]. Du reste, cette biologisation se marque par un retour en arrière révélateur : alors que, dans les années 1920, la question sexuelle commençait à être posée de manière égale pour les hommes et les femmes, dans les années 1930 la différence est rétablie : des pratiques homosexuelles entre femmes, le stalinisme n'a rien à dire ou presque.

La troisième et dernière partie de l'ouvrage, la plus courte, ouvre des pistes sur les périodes suivantes — la répression, entre Goulag et clinique, et la libéralisation récente. C'est surtout une invitation à poursuivre l'enquête sur la « dissidence sexuelle » comme révélateur du pouvoir, et plus largement sur le genre et la sexualité comme langages politiques, y compris pour l'État soviétique, qu'il s'agisse de penser les rapports entre les classes ou les cultures. L'internationalisation de la question homosexuelle est sans doute une des pistes les plus prometteuses, d'autant que la multiplication des recherches dans des cadres nationaux en a préparé le matériau.

Le travail de Dan Healey montre donc bien ce que le pouvoir fait du sexe. C'est ainsi qu'il explique comment la « géographie de la perversion » contribue à construire l'espace national : l'homosexualité est pensée comme une pathologie individuelle lorsqu'il s'agit des cités soviétiques européennes et, au contraire, sur le mode culturaliste chez les populations périphériques non-slaves. Ce contraste participe

donc d'un partage de l'empire puis de l'union entre deux mondes, « civilisé » et « primitif ». Mais, en retour, son livre ne fait qu'esquisser (et paradoxalement davantage pour la période prérévolutionnaire), en s'appuyant sur des ouvrages littéraires et des journaux intimes, et à travers l'écran des rapports de police, ce que le pouvoir fait *au* sexe — aux cultures sexuelles, aux pratiques et aux représentations, intimes autant que publiques, du côté non seulement de ceux qui exercent le contrôle, mais aussi de ceux et celles qui en sont l'objet. En effet, et c'est la leçon de Foucault qui peut aussi être appliquée à l'histoire soviétique, le pouvoir ne doit pas seulement être appréhendé à partir du couple que forment répression et libération : le pouvoir ne se contente pas d'empêcher et de permettre ; il fait exister, advenir, y compris des manières de vivre.

1 – George Chauncey, *Gay New York, 1890-1940*, Paris : Fayard, 2003 (édition originale : 1994).
2 – Pour ce premier moment d'internationalisation, au début du XX^e siècle, voir Florence Tamagne, *L'histoire de l'homosexualité en Europe : Berlin, Londres, Paris (1919-1939)*, Paris : Le Seuil, 2000. Pour les années 1950, voir John D'Emilio, *Making Trouble : Essays on Gay History, Politics, and the University*, New York, Londres : Routledge, 1992.
3 – Voir Francine Muel-Dreyfus, *Vichy et l'éternel féminin*, Paris : Le Seuil, 1996.

Éric Fassin

Vlada TRAVEN
La datcha en Russie de 1917 à nos jours
Paris : Éditions du Sextant, 2005, 232 p.

This book presents a clear and well-informed account of dacha settlement around Moscow in the Soviet era. Vlada Traven contends that the history of suburban and exurban development offers a rewarding perspective on the Soviet experience. She starts with the striking idea that the "normal" process of suburbanization around Russia's major cities was blocked by the Revolution. In the early twentieth century, dacha settlements were rapidly being converted into dwellings for year-round occupancy. In the Soviet period, however, the divide between urban and out-of-town living was firmly re-established.

This did not occur without much hesitation and confusion. Traven notes the chaotic state of former dacha settlements in the civil war period and the early 1920s: the Soviet regime was still in no condition to look after the exurban housing stock. She traces the various measures taken to begin to improve the situation: demunicipalization, the creation of a dacha co-operative movement in the late 1920s, and then the move to the *proizvodstvennyi printsip* whereby dacha construction took place under the auspices of the enterprise or some other workplace. In the Stalin era, land and resources were handed out liberally to categories of the population that had earned the state's gratitude. The politics of dacha allocation thus played a significant part in the consolidation of a new elite of physicists, writers, apparatchiks and generals.

When Traven reaches the post-Stalin era, her attention switches largely to the "poor man's dacha" of the garden settlement. She shows that garden plots, origi-

nally conceived as an ad hoc measure to meet the postwar subsistence crisis, gradually became more "dacha-like" as sheds and temporary structures mutated into small exurban dwellings.

The backbone of Traven's account is provided by a study of state legislation and administrative directives. Using both published and unpublished sources (some of them hitherto unknown to scholarship), she convincingly shows the ambiguities of government policy in this area and precisely locates the sources of tension and disagreement within the political establishment.

As a trained architect, Traven has many interesting things to say about the design both of individual dachas and of whole settlements. For example, she describes the paradoxical impact of Finnish and American design and know-how in the era of "high Stalinism" in the late 1940s: as so often, pressing material need trumped ideological purity in the practical workings of the Soviet state.

A further asset of the book is that Traven has drawn on a number of family archives — some dating back to the early Soviet period — to reconstruct everyday life at the dacha. Written documentary evidence is supplemented by oral history interviews with residents of key dacha settlements and by a fascinating collection of more than thirty contemporary photographs from family collections.

Thus, Traven tells an interesting story and puts valuable new sources in the public domain. She could, however, do more to explain the principle on which she has selected her sources and her themes. No study of a broad social phenomenon like the dacha, however scrupulously it is conducted, can ever hope to be comprehensive; this makes it all the important to reflect on the story that one is telling as well as simply telling it. Does Traven believe that her fascinating case studies are representative of the Soviet dacha phenomenon, or of the principal types of dacha? As the book stands, it seems to overlook or downplay certain types of dacha experience — notably the rental sector in the pre-war era.

The book would also benefit from a slightly more ambitious intellectual framework. One such framework is chronological: how exactly to measure continuity and change across the major historical divides of 1917 and 1991? Unfortunately, Traven's brief historical introduction on the pre-revolutionary dacha and her more elaborate chapter on the post-Soviet dacha are not quite up to the standard of the main part of the book. Other frameworks might be sociological or anthropological: how exactly does a history of the dacha help us to understand Soviet society, its structure, its mechanisms, its self-reproduction? Here again Traven offers no sustained reflections. She cites in her bibliography Naomi Galtz's richly analytical PhD thesis ("Space and the Everyday: An Historical Sociology of the Moscow Dacha," University of Michigan, 2000), but she does not refer to it in her text and does not seem to enter any kind of dialogue with it.

These slight failings should not, however, obscure the distinct virtues of *La datcha en Russie*. Traven's book, although it perhaps misses a few analytical opportunities, is empirically rich and makes a real contribution to the social and cultural history of twentieth-century Russia.

Stephen Lovell

Bruce ADAMS
Tiny Revolutions in Russia
Twentieth-Century Soviet and Russian History in Anecdotes
New-York, Londres : RoutledgeCurzon, 2005, 176 p.

On ne peut expliquer une plaisanterie sans en perdre le sel, la drôlerie et donc l'intérêt, dit-on généralement. Dans *Tiny Revolutions in Russia*, Bruce Adams se propose d'inverser ce postulat : une plaisanterie, si elle est expliquée, peut fournir des informations sur la société et la culture dans laquelle elle est née. La plaisanterie constitue en elle-même une explication et les histoires drôles politiques offrent de ce point de vue un matériau de choix pour aborder la société soviétique et l'histoire de la Russie depuis la révolution d'Octobre.

Puisant dans plusieurs recueils d'*anekdoty* publiés à la fin des années 1980, B. Adams passe en revue les thèmes de dérision et les sujets de préoccupation des Soviétiques. Une division chronologique, suivant les dirigeants qui se sont succédé à la tête de l'URSS, conjuguée avec une division thématique à l'intérieur de chaque chapitre, lui permet de présenter les grands cycles d'histoires drôles politiques.

S'il existait peu d'histoires drôles sur Lenin de son vivant, leur nombre explose en revanche dans les années 1970. Plus que Lenin lui-même, ce sont les extravagances du culte et en particulier la célébration du centenaire de sa naissance qui sont tournées en dérision. Inversant l'image officielle, les *anekdoty* le présentent en mari trompé, trahi par son fidèle acolyte Dzeržinskij, se moquent des souvenirs officiels, contredisent l'idée de sa « bonté » et inventent des « produits dérivés » du culte, tel le soutien-gorge « Monts Lenin ».

Très différentes, les histoires sur Stalin, qui, elles, circulaient de son vivant, insistent sur les purges qui ont marqué son règne, la terreur et les répressions aveugles (y compris contre les colporteurs d'histoires drôles). Elles le présentent comme un tyran sanguinaire, mais s'attachent aussi à dénoncer le culte de la personnalité.

L'hypocrisie de la déstalinisation lancée par Hruščev inaugure le cycle des blagues sur ce dirigeant brocardé pour sa calvitie et son physique porcin. Sa politique brouillonne, le but proclamé de construire le communisme en vingt ans et de l'« exporter » dans le reste du monde, ainsi que la compétition avec les États-Unis sont les thèmes privilégiés des *anekdoty*, qui suggèrent que l'avènement du communisme ne ferait que décupler les difficultés de l'URSS et entraînerait une véritable catastrophe pour les pays alentours.

Sous Brežnev, les difficultés, les pénuries et l'essoufflement des grands projets, tel que le chantier ferroviaire du BAM, restent d'actualité. Mais c'est surtout de l'incapacité de Brežnev à lire un discours que l'on se moque, ainsi que de son goût pour le clinquant et les décorations, et du culte de la personnalité qu'il laisse s'instaurer (ou plutôt « du culte, car on cherche toujours la personnalité… »). Les histoires drôles sur un Brežnev sénile à la fin de sa vie trouvent un écho dans celles qui circulent sur ses deux successeurs, Andropov ou Černenko, même si le premier, homme du KGB, y apparaît aussi sous les traits d'un véritable garde-chiourme.

Quant à Gorbačev, c'est sa politique économique, mais surtout sa politique anti-alcoolique, qui sont ciblées, de même que la place inhabituelle tenue par sa femme, Rajsa Maksimovna.

Les *anekdoty* évoquent les grands moments de l'histoire de l'URSS : la période de chaos qui suit la révolution de 1917, l'arrivée au pouvoir de Stalin, les purges, la collectivisation et le premier plan quinquennal, la déstalinisation, la longue période de stagnation brejnévienne, la succession des premiers secrétaires séniles au début des années 1980, la perestroïka et la catastrophe de Tchernobyl. À noter, comme le fait B. Adams, que la « Grande Guerre patriotique » de 1941-1945 est quasiment absente du comique soviétique.

Malgré la présentation chronologique que propose l'auteur, un certain nombre de thèmes transversaux peuvent être repérés. Celui des interventions extérieures de l'URSS tout d'abord, de la guerre de Corée à la Tchécoslovaquie en 1968, en passant par l'insurrection hongroise de 1956 (B. Adams n'évoque pas l'Afghanistan, pourtant sujet d'histoires puisque si l'URSS l'a envahi, « c'est qu'elle procède par ordre alphabétique »). La crainte de la puissance de la Chine avec laquelle les relations se dégradent progressivement transparaît à toutes les époques.

Les problèmes économiques, les dysfonctionnements de l'agriculture, les pénuries reviennent comme un leitmotiv, de même que l'omniprésence de la propagande, l'absence de liberté d'expression et l'aspiration de la majorité des Soviétiques à quitter le pays. Le personnage de Rabinovič apparaît dès les années 1920 et partage avec les histoires de la radio arménienne le rôle de critique attitré et plein d'esprit du système soviétique. Mais le thème de l'antisémitisme ou celui de l'émigration massive des Juifs dans les années 1970 sont également au cœur de nombreuses histoires, peut-être, comme le suggère l'auteur, parce qu'elles étaient racontées essentiellement par l'intelligentsia juive.

Les grandes séries d'*anekdoty* sur le commandant rouge Čapaev et l'agent soviétique en Allemagne nazie Štirlic, toutes deux inspirées de films, occupent dans le livre une place à la hauteur de leur popularité, tout comme les histoires sur certaines nationalités, tels les Tchouktches (pour leur bêtise non exempte de malice) ou les Géorgiens (habiles à tirer profit du système).

Enfin, les avantages dont bénéficie la nomenklatura et surtout son manque d'éducation, défaut auquel n'échappe pas même la ministre de la Culture Furceva, sont les thèmes privilégiés de nombreuses histoires drôles. Ces critiques se poursuivront d'ailleurs dans les blagues sur les Nouveaux Russes, apparues dans les années 1990, qui semblent clore la tradition des histoires drôles politiques.

On peut néanmoins regretter que ces grands thèmes soient dispersés tout au long du livre, et le choix fait par l'auteur de classer les histoires en fonction des premiers secrétaires du parti présente de ce point de vue des limites certaines. Soulignant l'intervalle qu'il peut y avoir entre un événement et son reflet dans les histoires drôles (la révolution et la guerre civile n'ont donné lieu que bien plus tard à des blagues se moquant de la manière dont ces événements étaient enseignés), il classe les *anekdoty* à la période où elles sont apparues et non pas à la période à laquelle elles se réfèrent. C'est ainsi que la majorité des blagues sur Lenin se retrouve dans la partie intitulée « Brežnev » — puisque effectivement elles ont fleuri à l'époque de la stagnation.

Alors que la lecture en est rendue moins fluide, il n'est pas sûr que B. Adams évite pour autant le piège de la fausse datation. De plus, en mettant l'accent sur la période où elles ont émergé plutôt que sur leur contenu, il se prive (et nous prive aussi) de voir comment ces histoires ont évolué selon les périodes, alors que cette évolution pourrait en apprendre beaucoup sur leur signification. Il nous prive également d'une approche transversale, qui aurait sans doute permis de dégager, au-delà des fluctuations historiques, les lignes de force et les points centraux de ce que signifiait « être soviétique ».

On aborde là sans doute la principale lacune du livre. *Tiny Revolutions* se présente comme un manuel pour les étudiants en « culture et histoire russe et soviétique », et il en adopte d'ailleurs le ton. Mais les éclaircissements que B. Adams fournit se limitent au contenu des histoires drôles et à leur contexte : il n'explique en définitive que très peu ce qu'elles signifiaient pour ceux qui les racontaient.

Ces *anekdoty* étaient-elles vraiment, comme le suggère le titre du livre, des « révolutions en miniature », de celles qui, comme l'écrivait Orwell, font rire car elles sapent la dignité des puissants ? Ceux qui les racontaient concevaient-ils ce genre comme une protestation, une forme d'engagement civique qui aurait pris d'autres aspects dans un régime démocratique, comme le suggère l'auteur à plusieurs reprises ? La disparition de ces histoires à la fin des années 1990 tient-elle uniquement à ce qu'il est désormais possible de s'exprimer en toute liberté et au fait que l'intelligentsia qui les colportait se heurte après la chute de l'URSS à des difficultés beaucoup trop importantes pour avoir envie d'en rire ? Ou n'est-ce pas un signe de perte de familiarité avec le régime, perte de cette sécurité qu'offrait le fait d'être citoyen de l'une des deux superpuissances ? *L'anekdot* n'était-elle pas aussi un moyen d'échanger entre amis et connaissances des « signes de complicité », le partage d'une même attitude envers le pouvoir, et n'est-ce pas avec la disparition des histoires drôles politiques un mode de sociabilité qui s'est perdu ? À défaut de répondre à ces questions, ce livre n'en reste pas moins un recueil très complet, qui brosse un tableau vaste et drôle de l'histoire de la Russie soviétique.

Amandine Regamey

EMPIRES, NATIONALITÉS, RÉGIONS

Willard SUNDERLAND
Taming the Wild Field
Colonization and Empire on the Russian Steppe
Ithaca, Londres: Cornell University Press, 2004, 264 p.

Willard Sunderland présente dans son ouvrage l'histoire d'une région, la steppe, sur presque un millénaire (X^e^-XIX^e^ s.). Si les quatre cinquièmes du livre concernent de fait la seconde moitié du XVIII^e^ et le XIX^e^ siècle, le choix du long terme permet de